CTB

RAPPORT DES RESULTATS 2015

INTERVENTION EDUKAT RDC 1216911

ACRONYMES **4**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) **5**

1.1 FICHE D'INTERVENTION 7
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 8
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE 9
1.3.1 Pertinence *9*
1.3.2 Efficacité *9*
1.3.3 Efficience *10*
1.3.4 Durabilité potentielle *10*
1.4 CONCLUSIONS 11

2 MONITORING DES RESULTATS **12**

2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE 12
2.1.1 Contexte général *12*
2.1.2 Contexte institutionnel *13*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *13*
2.1.4 Contexte HARMO *14*
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 15
2.2.1 Progrès des indicateurs *15*
2.2.2 ..... *16*
2.2.3 Analyse des progrès réalisés *19*
2.2.4 Impact potentiel *19*
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 21
2.3.1 Progrès des indicateurs *21*
2.3.2 État d'avancement des principales activités *22*
2.3.3 Analyse des progrès réalisés *22*
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 24
2.4.1 Progrès des indicateurs *24*
2.4.2 État d'avancement des principales activités *24*
2.4.3 Analyse des progrès réalisés *25*
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 26
2.5.1 Progrès des indicateurs *26*
2.5.2 État d'avancement des principales activités *26*
2.5.3 Analyse des progrès réalisés *27*
2.6 THEMES TRANSVERSAUX 28
2.6.1 Genre *28*
2.6.2 Environnement *28*
2.6.3 Autre *29*
2.7 GESTION DES RISQUES 30

3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE **37**

3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES 37
3.2 RECOMMANDATIONS 38

3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES 39

4 ANNEXES 41

4.1 CRITERES DE QUALITE 41
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR 55
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS 60
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 61
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION 66

Acronymes

CTB	Agence belge de développement
EDUKAT	Education au Katanga
M&E	Monitoring et évaluation
AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AE	Accord d'exécution
AS	Accord de subsides
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille (public)
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
BIT	Bureau International du Travail
CdR	Centre de Ressources Haut Katanga
CdA	Centre de d'Application
CA	Centre Affilié
CPS	Centre de Promotion Sociale
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
DTF	Dossier technique et financier
APS	Avant-Projet Sommaire
APD	Avant-Projet Dettaillé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
INPP	Institut national de perfectionnement professionnel
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
METPS	Ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale
MJS	Ministère de la jeunesse et des sports
(M)PME	(Mcro) Petites et moyennes entreprises
PAEJK	Programme intégré d'activités pour l'emploi des jeunes dans la province du Katanga
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PIC	Programme indicatif de coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PROVED	Directeur de la province éducationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service national de formation
SERNIE	Direction du Service National d'Identification des Elèves
SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Education
SMCL	Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
TFM	Tenke Fungurume Mining
UCAG	Unité conjointe d'appui à la gestion
UFE	Unité Formation-Emploi

1 Aperçu de l'intervention

Dans le cadre du PIC 2010/203, le Royaume de Belgique et la RDC, et le Ministère EPSP ont identifié une ensemble de Projet (dont la mise en œuvre est provincial).Le but des projet est d'améliorer la qualité de l'enseignement technique et d'accompagner la RDC dans la réforme de l'ETFP où elle s'est engagée.

Le Projet EDUKAT intervient dans l'ancienne Province du Katanga (via un ancrage Ministère de l'éducation, recherche scientifique, transports, eau) et dans un contexte où il se dégage des besoins élevés en main d'œuvre qualifiée car la qualité de la main d'œuvre n'est pas suffisamment prise en compte dans la formation organisée au sein des écoles techniques et de formation professionnelle (les entreprises minières recourent à la main d'œuvre étrangère, faisant que le cout de prise en charge est élevée pendant que les lauréats issus des écoles techniques ne peuvent accéder à l'emploi faute des compétences requises).

Pour ce faire, le projet EDUKAT axe ses efforts autour de: (i) la collaboration avec les entreprises pour assurer l'adéquation formation / emploi partent (mise en œuvre convention de partenariat Public Privé) ; (ii) la gouvernance multi-acteurs ancrée au sein du Ministère Provincial en charge de l'éducation et des groupes de concertation pour l'adéquation de la formation ; (iii) la gestion financière durable des écoles et centres de l'ETFP (gestion intégrée) et la valorisation de l'aspect genre.

Les résultats de trois ordres sont ainsi attendus à travers le projet :

- ACCES-QUALITE: Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.
- PILOTAGE-GESTION-ORIENTATION-PARTENARIAT-EMPLOIE: Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.
- ACCOMPAGNEMENT-INSERTION-EMPLOI : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.

Le Projet agiras à travers les structures et institutions dont: le Centre de Ressources, les Centres d'Application, les écoles techniques transformées, les Centres affiliés, la division et l'inspection de l'enseignement, qui, dans le rôle dévolu à chacun, conduiront les institutions à atteindre plus d'efficacité dans l'enseignement.
A fin d'arriver à assurer une meilleures employabilité des lauréats les services de l'EPSP (partenaire opérationnel du Projet) garderas la cohérence des méthodes et techniques d'enseignement par rapport aux exigences évolutives du monde économique. Le Projet accompagnera la concertation avec les entreprises privées réunies au sein de la FEC, et les acteurs politico-administratifs.

A son deuxième année de mise en œuvre, le projet à ses diverses réalisations majeures.

Durant l'année 2015, le projet a pu réaliser les aspects suivants :

- L'adoption du ROI fixant les modalités de fonctionnement du Centre de Ressources pendant la période transitoire jusqu'à la mise en du comité de pilotage du Centre de ressources Haut Katanga ;
- Choix et lancement des activités du Centre d'Application à filière agricole (école du cinquantenaire de Kasenga) ;
- Appui des Centres d'Application Vyombo et Itima dans la mise en œuvre du plan

de maintenance préventive ;

- Identification et fourniture dans les Centres d'Application Vyombo et Itima du consommables nécessaires à l'implémentation des exercices pratique inscrit dans les programmes National ;
- Elaboration des listes d'équipements et leurs spécificités en vue de moderniser les CdA et le CdR ;
- Renforcement des capacités techniques et matérielles des Services compétents PROVED, IPP, SECOPE des 2 divisions provinciales (Haut Katanga et Lualaba) : Unités de formation 1 et 2 sur la tenue et l'organisation de réunions ;
- Appui à l'amélioration physique et matérielle du cadre de travail des services compétents des divisions provinciales Haut Katanga et Lualaba ;
- Formation des responsables de 2 CdA Vyombo et Itima en gestion des centres de formation par ILO SKILLS en Italie ;
- Attribution des marchés de « Construction du Centre de Ressources Haut Katanga » et la « réhabilitation de 2 centres d'application (Vyombo et Itima) en décembre 2015 » ;
- Elaboration de l'APS de l'école hôte Institut Kilima

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	EDUCATION AU KATANGA
Code de l'intervention	RDC1216911
Localisation	KATANGA
Budget total	10.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère provincial en charge de l'éducation, des transports et de l'énergie, Province du Katanga
Date de début de la Convention spécifique	17 mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 janvier 2014
Date prévue de fin d'exécution	30 juin 2018
Date de fin de la Convention spécifique	16 mars 2019
Groupes cibles	- Le personnel et les stagiaires d'un Centre de Ressources (implanté au sein de l'Institut Hôte Kilima) - Le personnel et les élèves de 3 Centres d'application (Vyombo,Itima,Ecole du Cinquatenaire de Kasenga) - Le pesonnel et les élèves de 6 écoles transformées (inscrit dans le décret de transformation) - Le personnel et les élèves de 20 écoles affiliées (en train d'être sélectionnée) - Le personnel des services compétents des 2 divisions provinciales de l'éducation y compris l'IPP et le SECOPE (Katanga I et IV) - Le personnel du département d'étude et documentation de la FEC (Fédération des entreprises) et certains services de la COPEPECO
Impact[1]	Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement
Outcome	Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées. Il ya a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables et dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.
Outputs	Les jeunes apprenants des filières porteuses ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique
	Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP
	Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle
Année couverte par le rapport	**2015**

[1] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2015
		Années précédentes 2013 ; 2014	Année couverte par le rapport 2015		
Total	*10 000 000,00*	*775 136,98*	*1 116 835,97*	*8 108 027,05*	19%
Output 1	*5 130 200,00*	*91 610,68*	*304 427,40*	*4 734 161,92*	8%
Output 2	*1 048 800,00*	*15 250,11*	*117 669,87*	*915 880,02*	13%
Output 3	*1 067 000,00*	*8 233,97*	*51 082,12*	*1 007 683,91*	6%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La mise en œuvre d'EDUKAT reste alignée sur les prévisions du gouvernement de la RDC en matière de l'éducation et spécifiquement l'enseignement technique et la formation professionnelle. Le projet EDUKAT reste en cohérence **les politiques nationales inscrit dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE)** et avec les sous-stratégies provinciales (niveau ETFP) inscrites dans le Plan d'Action Provincial de l'EPSP-Katanga (PAPE)

Aux regards du besoin ressenti et affirmé par les parties prenantes à cet appui, le Projet s'est révélé pertinente car il permettra aux bénéficiaires de se connecter d'une manière durable au marché de l'emploi après le cursus de formation, ce qui explique la forte implication de l'autorité politico administrative à cet appui de la Coopération Technique Belge.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Du côté du pilotage du projet, la bonne collaboration de l'UCOP du Projet avec le ministère Provincial de l'éducation et la Division Provincial EPSP a facilité la mobilisation de tous les acteurs dans la recherche des solutions à la mise à œuvre des recommandations de la SMCL notamment :

- l'ouverture du compte bancaire provincial affecté aux activités Centre de Ressources Haut Katanga ;
- l'affectation et la mécanisation des ressources humaines à déployer dans le Centre de Ressource Haut Katanga ;
- l'adoption d'un Règlement Intérieur provisoire pour la mise en place du Comité de Pilotage du Centre de Ressource Haut Katanga ;

Du coté infrastructure, les procédures d'attribution des prestations des marchés relatifs à la construction du Centre de Ressources Haut Katanga ainsi aux réhabilitations de deux Centre d'Application ont été finalisées.
Du coté des équipements, les spécificités techniques des équipements à fournir au profit des écoles bénéficiaires ont été déterminées et inscrit dans un dossier d'Appel d'offre.
Du côté du volet gestion au niveau es écoles, l'ensemble des outils des gestions à mettre en place a été répertorié et le processus d'organisation/réorganisation des Centres d'Application a commencé.
Du coté renforcement de capacité des services compétents, le plan d'acquisition des compétences (PAC) à destination des services compétents envisagé en 2015 (pour lier les actions en cours à l'efficacité des services compétents de l'éducation technique et professionnelle des Divisions Provincial Katanga I et IV), a été entamé et le mécanisme participatif d'accompagnement des bénéficiaires après formation a été mis en place.

Du coté insertion socio-professionnelle, le premier groupe des 45 lauréats a été inscrit dans le processus d'accompagnement mise en place.
Les premiers bénéficiaires ont pu bénéficier de l'ensemble des formations (savoir être) et plus de la moitié d'entre eux, d'un stage professionnel assuré par un maitre de stage.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Concernant le volet infrastructure, il ressort des différents APD que le coût moyen imputable pour les constructions/ réhabilitations au Katanga dépasse largement les prix du marché indiqués dans le DTF.
Toutefois, moyennant la relance des marchés anormalement hauts, il s'est avéré que le processus d'engagement pour les trois plus importants marchés de Construction/réhabilitations ont été conclu à des prix aligné a la moyenne.
Concernant le volet renforcement des capacités des services compétents, la synergie avec PRECOB a été exploitée en vue d'assurer plus d'interconnexion et appuyer les formations des services compétents au sein des divisions provinciales Katanga I et IV.
Concernant le volet insertion socioprofessionnelle, il s'est avéré que le processus d'accompagnement nécessite du temps et des moyens à déployer au profit des bénéficiaires (sélections, formations de base, stage professionnel, formations additionnel, accompagnement éléments prépondérant du processus mise en place).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

La durabilité des acquis de l'intervention s'énonce encore très timidement et est parfois aussi compromise (par le manque d'un véritable interlocuteur provincial dans le pilotage du Projet).
En effet, la détermination démontrée par le Ministère Provincial de l'Education du Katanga (dans le pilotage et dans l'engagement de prise en charge du fonctionnement du Centre de Ressources) est compromis à l'heure actuelle par la suppression (de ladite structure) invoqué par le découpage territoriale.

Il est évident qu'il faudra donner du temps au nouveau commissaire spécial afin d'avoir une bonne maitrise de la stratégie d'intervention et pouvoir instruire ses services techniques (admin, fin) dans les orientations à suivre (gestion).

Entretemps, la division provinciale de l'enseignement a poursuivi son rôle d'appui direct aux activités du projet, donnant les orientations dans l'organisation des activités dans les Centre d'Application et écoles transformées (la mise en place des outils et procédure de gestion de qualité) et dans les relations formelles avec les nouvelles autorités.

Il est à signaler que la collaboration avec la FEC Katanga (afin de s'assurer que les besoins en main d'œuvre de leurs associé identifiés correctement et que les modules de formation dans les CdR Haut Katanga y soit dispensés soient connus et ensuite orienter les actions de formations du futur CdR Haut Katanga dans la formation professionnelle) devient de plus en plus effective (le processus de conclusion d'un accord de subsides a été finalisé en 2015).

1.4 Conclusions

1. EDUKAT est un projet complexe et ambitieux.
   - Etre capable de s'adapter à la nouvelle configuration politico-administrative de la zone d'intervention et s'assurer des appuis aux niveaux provincial et national ;
   - Impliquer d'avantage d'entreprises privées non-membres de la FEC dans leurs diversités opérationnelles.

2. Mise à disposition de la contrepartie financière congolaise dans les frais de fonctionnement (rémunération RH, consommables) pour le CdR Haut Katanga et ses antennes Centres d'Application
   - Evaluer les besoins annuels et accompagner un plaidoyer lors de l'arbitrage du budget Provincial Haut Katanga conformément au Protocole d'accord ;
   - Assurer une bonne communication entre les services déconcentrés (via le Secrétariat Général de l'EPSP) et les autorités politiques en poste eu égard notamment à la réforme EPSP en cours.

3. Les formations additionnelles dans le CdR et les stages en entreprises ne favorisent pas l'embauche des lauréats
   - Assurer que les différentes étapes indiquées dans le processus d'insertion puissent être de qualité (sélections, formations de base, stage professionnel, formations additionnelles, accompagnement à travers les maîtres de stage)
   - Collaboration /recrutement des techniciens praticiens du Centre de Ressources Haut Katanga compétents et sous de forme contractuelle pas trop vinculant.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Léonie Muyombe	**Lorenzo Giacomin**

2 Monitoring des résultats[2]

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Dans sa quête de réussir la matérialisation du Plan d'Action Provincial de l'EPSP (PAPE) et ainsi mieux percevoir l'examen des enjeux et des défis du sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle au Katanga, le Gouvernement Provincial du Katanga sous l'égide de ses Ministère National EPSP (et le nouveau Ministère ETP) a posé les bases d'une prise en charge mieux orientée de la réforme ETFP (réf. Rapport Résultats EDUKAT 2014).

Au cours de l'année 2015, le Ministère en charge de l'Education s'est engagé sur une voie visant une plus grande consolidation de la mise en œuvre du PAPE et un partage avec le différent bailleur de fond. Cette période a coïncidée avec l'atteinte de la vitesse de croisière pour le projet EDUKAT et la matérialité effective de premières pistes visant l'insertion des lauréats des écoles ETFP.
Dans toutes ses interventions, EDUKAT est demeuré dans une parfaite cohérence avec la politique nationale inscrite dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE).

Malgré le changement des Chefs des Divisions Provinciales, partenaires opérationnel, du projet EDUKAT au Haut Katanga et Lualaba, les acteurs ont pu maintenir l'intégrité dans la bonne maitrise de la philosophie du projet pour mieux orienter les nouveaux acteurs vers leur rôle de propulseur de la bonne dynamique en vue de la réussite de la réforme ETFP.

L'appui du projet est dirigé d'une part vers les services déconcentrés et décentralisés de l'état (sous-secteur ETFP), les Divisions Provinciales Haut Katanga et Lualaba (ayant en charge l'administration de l'ensemble de l'EPSP), afin de les aider à développer des outils de pilotage et gestion des écoles d'une part, d'autre part, cet appui s'oriente vers les écoles bénéficiaires dans leurs efforts d'offrir une formation pratique de qualité répondant aux besoins du marché de l'emploi.

Il faut relever toutefois que la chute du cours des métaux a entrainé une forte régression des projections et réalisations économiques au point ou plusieurs entreprises ont pris la ferme résolution de suspendre pour plusieurs mois les activités.

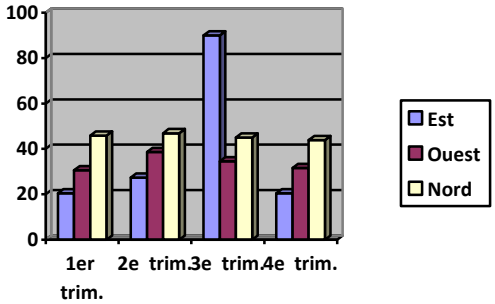
Cette crise économique constitue une contrainte sur les visées de l'insertion professionnelle dans les Provinces du Haut Katanga et Lualaba mais ne constitue en rien un blocage aux efforts visant à mieux orienter la formation (et ses acquis) en vue d'une meilleure ouverture professionnelle des lauréats formés.
Une diversification d'orientation au vu de la multitude d'opportunité qui restent pendante est une ouverture que EDUKAT nécessite d'exploiter à travers entre autre, la gestion du fonds de garantie (transférée par le projet PAEJK) que peut léguer ainsi que l'effectivité de l'approche de l'auto emploi en complément de l'emploi salarié.

[2] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.2 Contexte institutionnel

Depuis le démarrage, le projet EDUKAT s'est retrouvé avec un ancrage institutionnel provincial au sein du Ministère Provincial en charge de l'Education du Katanga. Il est implanté au sein de la Division Provinciale du Haut Katanga. La SMCL EDUKAT a eu comme Président le Ministre Provincial en charge de l'Education, les services de l'administration y participaient en tant que membres observateurs.

A partir d'octobre 2015, suite au découpage territorial constitutionnellement prévu, les dispositions transitoires ont établi des commissaires spéciaux, représentant du niveau central en province pour suppléer sur les matières relevant de la compétence d'un exécutif provincial. Il n'y a donc, plus un Ministère Provincial en charge de l'Education.



Dans un tel contexte, il ressort que l'UCOP se retrouve avec un ancrage institutionnel provisoire qui ne maitrise pas suffisamment l'architecture du fonctionnement du projet Provincial EDUKAT (rôle de la Province du Haut Katanga dans le pilotage du projet).
Pour comprendre la démarche et passer à l'action, il va falloir plus de temps aux nouvelles autorités provinciales pour assurer des prises de décisions qui pourtant, peuvent se révéler absolument urgentes et impératives, notamment la mise en place du Comité de Pilotage Centre de Ressource Haut Katanga.

Il est à noter que dans le premier semestre 2015, le Gouvernement Central a créé un Ministère chargé de l'Enseignement Technique et Professionnel. Au moment de la rédaction de ce rapport, ce nouveau Ministère ne dispose toujours pas d'un budget et non plus, des services techniques de l'Administration. C'est pour cette raison que l'unique référent hiérarchique qui pourrait donner les orientations techniques au décideur provincial reste le secrétariat Général de l'EPSP. A titre illustratif, la mise en œuvre de l'arrêté portant transformation des établissements EGN et ETP, création des Centres d'application et Centres de ressources souffre de ce dédoublement.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Du côté du pilotage du projet, grâce aux modalités de suivi conjoint proposé dans le plan du travail de départ du Projet EDUKAT (Ministère provincial de l'éducation Divisions Provincial EPSP Haut Katanga et Lualaba), la mobilisation de tous les acteurs dans la recherche des solutions à la mise à œuvre des recommandations de la SMCL a été effectif et a permis au projet (surtout dans le premier semestre) d'impulser une très bonne dynamique dans l'intervention.
On a noté une encourageante implication du Coresponsable National dans l'ensemble de l'exécution du projet et une ferme volonté à mieux comprendre les exigences de la gestion administrative des ressources financières allouées au Projet.

L'approche avec le concours de tous les acteurs et l'amélioration des mécanismes d'appui aux partenaires (Accord de subvention avec le Ministère Provincial) ont permis au projet de respecter les projections des engagements.
Cependant, il est à signaler que vu le contexte, il demeure le risque de voir des efforts fournis annihilés par la lenteur que les réformes politico-administratives.
La changement du Ministère Provincial en charge de l'Education conduit à un vide momentané dans le pilotage et dans la promptitude à la prise de décision. Il devient alors capital de pouvoir redéfinir la responsabilité et les mécanismes d'accompagnement dans le pilotage du Projet.

2.1.4 Contexte HARMO

Dans la province du Katanga, nous avons trois secteurs d'intervention de la coopération Belge à savoir l'Education, l'Energie et l'Agriculture.
Les deux premiers secteurs sont dans la phase d'exécution (EDUKAT et PRELUB). Par contre, le secteur de l'Agriculture est dans la phase d'identification.

Le projet EDUKAT est l'appui à l'éducation Professionnelle et Technique avec en son sein l'Antenne du Programme PRECOB (Programme de Renforcement des capacités par l'octroi des bourses). Le projet PRELUB appuie le secteur de l'énergie (électrification de la ville de Lubumbashi).
Le volume financier des trois secteurs de concentration, pour le moment ne justifie pas la mise en place d'une coordination Provinciale. Comme pour l'année 2015, la coordination admin/fin des interventions est assurée par une équipe partagée entre projets.

Avec le Projet PRELUB, le Projet EDUKAT est en train de développer des importantes actions de complémentarité dans le domaine de l'amélioration de la fourniture en énergie électrique dans les écoles - Centres d' Application (Kasenga, Kilima, Vyombo, Itima). Les deux projets envisagent une future collaboration dans l'organisation des activités sous forme de « chantier école ».

Le projet belge PAEJK, exécuté en coopération déléguée par le BIT est arrivé à terme en septembre 2015. Il visait l'amélioration de l'employabilité et a procédé par la mise en place d'un fond de garantie. A la fin de l'année 2015, la démarche d'EDUKAT est de reprendre auprès de la banque partenaire, l'aspect gestion du fonds de garantie.

Plusieurs échanges avec d'autres bailleurs intéressés à travailler dans l'éducation Professionnelle et l'amélioration du climat des affaires ont eu lieu au cours de l'année 2014, notamment celui de la GIZ et l'UNCDF qui envisagent initier des appuis dans le secteur de la promotion de l'emploi au Katanga.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40% d'apprenants dans les filières appuyées et il ya également une augmentation durable de 60% des sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortants(e)s a au moins doublé.						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2014**	**Valeur année 2015**	**Cible année 2015**	**Valeur année 2015**	**Cible finale**
Evolution de nombre d'élèves dans les filières des écoles Centre d'Application, écoles Transformée et écoles Affiliées (CdA Salama, Manika, Vyombo pour les filières Electronique, Electricité et Mécanique générale)	**CdA Salama** 2013 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 206 Electronique : 136 Mécanique Générale : 326 Imprimerie : 179 Mécanique auto (C-L) : 110 Mécanique auto (C-P) : 58 Mécanique machines-outils : 45 **Ecoles transformées** **Kiwele** Electronique : 40 **Kilima 2013** • Electricité : 8 • Mécanique générale : 32 • Mécanique auto : 0 Prélever l'effectif de 2014-2015 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima 2013*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 171 • Mécanique General : 260 • Mécanique Auto : 226 • Electronique : 0 • Mécanique machines-outils : 118 • Construction : 0 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :0 • Informatique :0 • Chimique Industriel :0 • Vétérinaire : 15 **Muungano** • Vétérinaire :0 • Secrétariat-informatique :32 • Chimique Industriel :0 **CdA Vyombo**	**CdA Salama** 2014 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 245 Electronique : 141 Mécanique Générale : 392 Imprimerie : 185 Mécanique auto (C-L) : 127 Mécanique auto (C-P) : 65 Mécanique machines-outils : 48 **Ecoles transformées** **Kiwele** Electronique : 89 **Kilima** • Electricité : 79 • Mécanique générale : 109 • Mécanique auto : 43 ***CdA Itima*** *2014(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 214 • Mécanique General : 274 • Mécanique Auto : 219 • Electronique : 55 • Mécanique machines-outils : 140 • Construction : 18 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :0 • Informatique :0 • Chimique Industriel :0 • Vétérinaire : 28 **Muungano** • Vétérinaire :0 • Secrétariat-informatique :86 • Chimique Industriel :10 **CdA Vyombo**	**CdA Salama** 2015 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 266 Electronique : 153 Mécanique Générale : 421 Imprimerie : 172 Mécanique auto (C-L) : 139 Mécanique auto (C-P) : 66 Mécanique machines-outils : 46 **Ecoles transformées** **Kiwele** Electronique : 96 **Kilima** • Electricité : 93 • Mécanique générale : 129 • Mécanique auto : 68 ***CdA Itima*** *2015(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 239 • Mécanique General : 294 • Mécanique Auto : 202 • Electronique : 68 • Mécanique machines-outils : 140 • Construction : ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :0 • Informatique :0 • Chimique Industriel :0 • Vétérinaire : 24 **Muungano** • Vétérinaire :0 • Secrétariat-informatique : 85 • Chimique Industriel : **CdA Vyombo**			**Augmentation de 40%**

	2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 438 • Electronique : 158 • Mécanique General : 421 • Construction : 211 • Mécanique auto : 311 • Menuiserie : 7 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : 21 • Mécanique générale : 26 **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : 4 • Mécanique auto : 12 • Electricité : 22	2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 477 • Electronique : 181 • Mécanique General : 424 • Construction : 239 • Mécanique auto : 341 • Menuiserie : 7 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : 36 • Mécanique générale : 31 **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : 17 • Mécanique auto : 33 • Electricité : 36	2015(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 536 • Electronique : 212 • Mécanique General : 458 • Construction : 265 • Mécanique auto : 406 • Menuiserie : 9 **CdA Ecole du Cinquantenaire de Kasenga** 2015(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 12 • Mécanique auto : 28 • Agriculture : 11 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : 61 • Mécanique générale : 115 **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : 48 • Mécanique auto : 30 • Electricité : 19			
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées	**CdA Salama** 2012-2013 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : Electronique : Mécanique Générale : Imprimerie : Mécanique machines-outils Mécanique auto : **Ecoles transformées** Kiwele Electronique : - Kilima • Mécanique générale :- • Electricité : - Prélever l'effectif de 2012-2013 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : • Mécanique General : • Mécanique Auto :	**CdA Salama** 2013-2014 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité :22 Electronique : 32 Mécanique Générale : 37 Imprimerie : 42 Mécanique machines-outils : 20 Mécanique auto : 19 **Ecoles transformées** Kiwele Electronique : - Kilima • Mécanique générale :- • Electricité : - Prélever l'effectif de 2013-2014 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 11 • Mécanique General : 27 • Mécanique Auto : 48	**CdA Salama** 2015 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 35 Electronique : 23 Mécanique Générale : 44 Imprimerie : 28 Mécanique auto : 11 Mécanique machines-outils : 19 Mécanique auto : 21 **Ecoles transformées** Kiwele Electronique : - Kilima • Mécanique générale :- • Electricité : - ***CdA Itima*** *2015(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 11 • Mécanique General : 9 • Mécanique Auto : 45			**Augmentation de 100%**

	• Electronique : • Mécanique machines outils : • Construction : ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :- • Informatique :- • Chimique Industriel :- • Vétérinaire : - **Muungano** • Vétérinaire :- • Secrétariat-informatique :- • Chimique Industriel :- **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 45 • Electronique : 12 • Mécanique General : 440 • Construction : 25 • Mécanique auto : 39 • Ménuiserie : 0 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : - • Mécanique générale : - **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : - • Mécanique auto :- • Electricité : -	• Electronique : 0 • Mécanique machines outils : 6 • Construction : 0 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :- • Informatique :- • Chimique Industriel :- • Vétérinaire : - **Muungano** • Vétérinaire :- • Secrétariat-informatique :- • Chimique Industriel :- **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 45 • Electronique : 12 • Mécanique General : 40 • Construction : 25 • Mécanique auto : 39 • Menuiserie : 0 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : - • Mécanique générale : - **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : - • Mécanique auto :- • Electricité : -	• Electronique : 0 • Mécanique machines outils : 6 • Construction : 0 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :- • Informatique :- • Chimique Industriel :- • Vétérinaire : - **Muungano** • Vétérinaire :- • Secrétariat-informatique :- • Chimique Industriel :- **CdA Vyombo** 2015(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 31 • Electronique : 19 • Mécanique General : 19 • Construction : 36 • Mécanique auto : 37 • Menuiserie : 1 **CdA Ecole du Cinquantenaire de Kasenga** 2015(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 00 • Mécanique auto : 00 • Agriculture : 00 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : - • Mécanique générale : - **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : - • Mécanique auto :- • Electricité : -			
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification	18% employé du cycle long 38% employé AS/Jeunesse	**7.5%**	**76.76% (35 lauréats sur les 45)** **23% AS Jeunesse (10/43)**			**60% d'augmentation**

NB (extrait du workplan Baseline): Il est à signaler que certaines des filières retenues dans les écoles transformées ne concordent pas avec celles qui fonctionnent au sein de Centre d'application. De cette façon, les Centres d'application ne vont pas arriver à jouer le rôle leur dévolu par l'arrête 385 et 386 et ainsi aider les écoles transformées à garantir un la formation pratique requis pour les diplômes qui seront délivrés

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

De manière indicative, on sait citer les aspects qui démontrent l'avancée vers la consolidation de l'outcome assigné au projet à savoir :

- Une évolution nette dans les effectifs au sein des filières porteuses des CdA et CA et spécifiquement des filles dont le taux a augmenté de 82% par rapport à l'année 1 ;
- Une nette évolution dans l'insertion des lauréats issus des écoles ETFP (stage professionnel et emploi salarié) avec un taux de 77.76% sur la cible identifiée pour le cycle long ;

Après avoir enregistré une nette croissance des entrants dans les filières techniques du fait de la bonne santé économique enregistrée avec l'accroissement de la demande du cuivre sur le marché mondiale, il demeure une crainte que la récente crise ayant entrainé plusieurs entreprises à arrêter toute production de cuivre ne vienne impacter négativement sur les pistes déjà parcourues.
Il est malgré tout un fait que les opportunités multiples qu'offre le secteur industriel en province et l'importance avérée des filières techniques pour le développement socio-économique sont une garantie que l'avenir de l'ETFP est certain.
Loin de voir en toute crise la cause de blocages insurmontables, les entreprises prenant de plus en plus conscience de l'existence d'une main d'œuvre locale de qualité, seront très certainement enclines à utiliser celle-ci en vue de faire face aux charges devenues plus contraignantes et ainsi mieux asseoir la visée d'une forte employabilité des lauréats issus des écoles techniques et de formation professionnelle.

L'appui en concertation que le Projet EDUKAT donne à la tripartite (FEC-autorité provinciale provisoire-Service déconcentré/PROVED) reste le meilleur instrument permettant de faire face aux éventuels blocages que le changement d'acteurs politiques au niveau de la province peut entrainer.

2.2.3 Impact potentiel

Le Projet EDUKAT dans l'appui à la mise en œuvre du Centre de Ressources Haut Katanga continue à impacter positivement sur les projections (de la RDC et en particulier sur celles des Provinces du Haut Katanga et de Lualaba) dans son objectif de faire du secteur technique et professionnel la base du développement.

Il s'observe que, au-delà des cibles spécifiques, les institutions partenaires s'investissent de plus en plus dans l'amélioration de la manière dont l'accompagnement des lauréats est fait.
On note ainsi que sur le plan de l'employabilité, les lauréats du cycle court, sous la moyenne de 53.23% sont employables, presque 10% faisant de l'auto emploi pendant que 77.76% de la cible identifiée est effectivement employable pour le cycle long.
Cela démontre que l'employabilité colle au milieu (bassin d'emploi) et que le milieu en fait désormais le premier objectif de la formation (offre de formation).
Pour y parvenir, tout est mis en œuvre. Conscient des limites de la formation classique, les écoles n'hésitent plus à exploiter toute opportunité qui s'offre afin de rendre leurs lauréats plus compétitifs.
Encadrement extra-scolaire, formation supplémentaire après l'obtention du diplôme, aménagement d'horaire pour intégrer des programmes sur la création d'entreprises et ainsi bénéficier de l'appui des partenaires, les acteurs deviennent, face aux contraintes

imposées par le climat économique, plus créatifs, analystes.

Il s'observe aussi que les services compétents guident les CdA dans leurs efforts de mettre en place des outils et des organigrammes susceptibles de faciliter la gestion et asseoir des structures responsables, transparentes, efficaces et redevables.

Il en est de même de la priorité accordée à l'entretien et l'actualisation des équipements, autant la maitrise des effectifs en vue de mieux lier la qualité et les demandes sans cesse croissantes.
Dans ce cadre, la gestion multi-acteur (tripartite) se présente comme gage, un contrepoids face au risque toujours menaçant de voir les responsables du sous-secteur tentés par une gestion opaque (accroitre sans analyse préalable les effectifs et baigner dans la dilapidation des équipements leur mise à disposition dans le Centre d'Application).

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2014**	**Valeur année 2015**	**Cible année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale (2017)**
Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application.	0 étapes	2/14	8/14	14/14	14/14	14/14
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	0 étapes	4/14	8/14	14/14	14/14	14/14
Evolution dans l'équipement de CdR	0 étapes	2/10	5/10	6/10	10/10	10/10
% des filières porteuses équipées dans les CdA	6 filières CdA Salama 6 filières CdA Itima 6 filières CdA Vyombo	0 %	0 %	0 %	20%	40%
% des écoles (20) affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses	0	0	0%	0%	50%	100%
Nbre des d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvée par le secteur privé dans les CdR et CdA	0	0	45	90	135	Augmentation de 135
% des élèves certifiés dans les CdR	0	0	35	80% de 90	80% de 135	80% de 135
Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliées transformées au CdA	0	0	30% des finalistes	60% des finalistes	80% des finalistes	80% des élèves du cycle terminal (5è et 6è)
Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%						
NB : Les données sur les formations de formateurs vont être fournies sous l'année 2016. Pour le Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliées transformées au CdA, il est nécessaire que les CdA documentent chaque séance en mettant en place un registre contenant les participants, les matières et l'école concernée et les recommandations formulées en vue d'améliorer le réseau CdA-Ecoles transformées. Il faut en outre souligner que les écoles transformées se trouvent à la troisième année du processus et n'ont pas encore atteint l'année terminale pour les filières techniques						

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Outputs1				
Arriver à avoir la version finale du statut Juridique CdR Katanga				
Définir les listes des équipements nécessaires à la modernisation des filières du Centre de Ressources Katanga I				
Finaliser l'étude de faisabilité pour les réhabilitations des CdA Vyombo et Itima				
Lancer l'appel d'offre pour la construction du Centre de Ressources Katanga I				
Lancer l'appel d'offre pour la réhabilitation des CdA				
Commencer la construction du Centre de Ressources Katanga I				
Commencer la réhabilitation des CdA				
Recruter les techniciens pour les Centres d'Applications				
Lancer l'appel d'offre pour les consommables dans le CdA en vue d'appuyer la formation pratiques (marché a commandé lié au accord des financements)				
Refournir les CdA en consommables				
Lancer l'appel d'offre pour les équipements des CdA et Centre de Ressources				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants				
Former les professeures du CdA et écoles Affiliées				
Identifier les écoles Affiliées qui seront intégrées au dispositif d'amélioration de la qualité Centre de Ressource Katanga				
Identifier le besoin en réhabilitation des écoles CA				
Exécuter le plan de maintenance durable pour les équipements des filières appuyez dans les CdA (élevés et professeures)				
Promouvoir l'ETFP en participant au salon de l'emploi et au jobdays				

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Une évolution nette a été enregistrée dans les aspects clés du résultat 1 parmi lesquels :

- L'attribution du marché de construction, en vue d'ériger le Centre de Ressources Haut Katanga (étapes 8);
- L'attribution du marché pour la réhabilitation des Centre d'Application VYOMBO et ITIMA (étapes 8);
- La mise en œuvre du plan de maintenance durable au sein des CdA (VYOMBO et ITIMA) avec comme point clé l'intégration dans leur système de gestion, de la stratégie de la maintenance permanente en vue de mieux préserver les ressources;
- La mise en place au sein des CdA des outils nécessaires à la gestion de la maintenance (inventaires et fiches de stock) ;
- Une compréhension de plus en plus perceptible de de la réforme EPSP de la transformation et de la création des Centres de Ressource (entre les services déconcentrée des services EPSP et dans les autres Ministère) via un flux des

plus en plus des élevés qui passe par le Centre d'Application;

- L'attribution du marché à commande en vue de doter les Centre d'Application du consommables nécessaire à la formation pratique ;
- La prise de fonction du personnel Centre de Ressource Haut Katanga et le démarrage effectif des activités (volet pédagogie, volet school management, volet relation avec secteur privé et volet insertion) ;

Il faut toutefois relever que la mise en œuvre du volet infrastructure et du volet équipements on a connu un certain retard.
En ce qui concerne le début de la construction/réhabilitations du Centre des Ressources et des CdA Vyombo et Itima les travaux pourrons démarrer seulement le mois de janvier 2016.
Concernât l'approvisionnement en petit matériels pour les Centre Affilié il est à souligner qu'il pourra ce faire une fois que le processus d'affiliation seras terminé (AMI lancée la fin du mois de novembre 2015).
La définition des besoins en équipements pour le CdR/CdA a eu lieu et a permis aux services compétents de valider les listes et spécifications techniques des équipements nécessaires.
Il est à noter que dans le cas du suivi de l'indicateur qui concerne le « Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliées transformées au CdA », les Divisions Provinciales n'ont pas encore instituées un mécanisme à intégrer dans le processus du monitoring (les informations répertoriées sont verbales).

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2014**	**Valeur année 2015**	**Cible année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale (2017)**
Ecoles CdA (3) et écoles affiliées (20) avec une convention avec les entreprises sur le total (ratio)	0	0	4/23	20	24	24
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Katanga	-	-	-	-	-	164000 Euros
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Katanga	-	-	-	45.000	-	164000 Euros
Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA	0	0	2/3	3	4	4
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA	0	0	0	14	20	20
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0	0	3/3	3	4	4
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0	0	0	14	20	20
Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	0	-	-	-	-	-
Nbre des fonctionnaires ayant participé aux formations qui améliorent le score du teste de 15% sur le total des participants	0	0	-	-	-	-
NB : Concernant le nombre de fonctionnaire à mettre en place dans le Plan Provincial la diagnostique sur l'organisation des écoles est en cour l'information seras intégrée en 2016. Les formations des fonctionnaires ont eu lieu. Cependant, la cotation est obtenue par triangulation entre les côtes du Pré et post test ainsi que une cotation obtenue à l'issue de l'accompagnement qui prend de 2 à 6 mois selon les thèmes. L'accompagnement devant débuter ce mois de janvier 2016, la moyenne globale ne peut être obtenue que vers le mois de mars 2016 et sera alors intégrée dans les prochains rapports.						

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [3]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Avoir un compte dédié (à niveau du Ministère Provincial du Budget) au Centre de Ressources.s				
Avoir le quota RH Centre de Ressources budgétisé dans l'arbitrage 2016 (à niveau du Ministère Provincial du Budget)				
Avoir l'arrêté Provincial pour la Création du Comité de Pilotage Centre de Ressources et pour la concertation ETFP au Katanga signée				

[3] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Avoir une draft de proposition pour la gestion des Fond destinée à l'ETFP				
Alimenter la carte dynamique pour visualiser le matching l'offre et formation (mise à jour phase 2 étude de base)				
Accompagner le Pilotage de l'Adéquation/formation (Comité de Pilotage CdR Katanga)				
Accompagner le dialogue multi acteur (Comité de concertation local)				
Accompagner la mise en œuvre du PAPE ETFP				
Accompagner la mise en œuvre du plan de renforcement des services compétents Katanga I et IV				

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Pour permettre un fonctionnement efficace du Centre des Ressources Haut Katanga, les acteurs gouvernementaux et de l'administration provinciale se sont déployés et assurer que les textes juridiques nécessaires soient disponibles.
C'est dans ce cadre qu'une partie des textes juridiques nécessaires pour permettre aux différents organes de se mettre en place a été finalisée.
La dotation du Centre des Ressources Haut Katanga d'un compte bancaire Provincial a permis de mieux matérialiser les objectifs visant une gestion financière autonome, la signature d'un Règlement Intérieur Provisoire pour la mise en place du Comité de Pilotage a permis de mieux matérialiser les objectifs visant la gestion multi acteurs Provinciale.
Il s'avère malheureusement que la mise en place effective du Comite du Pilotage - Centre de Ressources Haut Katanga n'a pas encore eu lieu. Le manque d'une véritable remise-reprise avec les services du Cabinet du précédent Ministre Provincial de l'Education) n'a guère facilité les conditions de mise en place.
De manière synthèse, des avancées positives timides ont été enregistrés dans le cadre du résultat 2 :

- Une appropriation de plus en plus perceptible de la part des services de l'EPSP de la nécessité de collaborer avec les entreprises dans le cadre de la convention partenariat public privé avec la FEC (financement);
- Une appropriation de plus en plus perceptible des outils de gestion organisationnelle, financière et administrative à implémenter dans les écoles ;
- La volonté de la part de la Division Provinciale de procéder à la réorganisation des fonctions inscrites dans les organigrammes des écoles ETFP (organiser les services admin/fin, logistique, accompagnement socio professionnel) ;
- Une bien meilleure compréhension par les écoles ETFP de l'importance d'allier les besoins du fonctionnement et l'actualisation des consommables et entretien pour une formation technique et professionnelle de qualité (rationalisation des ressources);

La collaboration avec la FEC (définition d'une méthode de recensement de données), qui va mener une enquête et qui, sur fond des besoins en main d'œuvre pour les entreprises membres, arrivera à ainsi asseoir un répertoire exhaustif qui sera actualisé afin d'aider tous les acteurs gouvernementaux et de l'administration à mieux orienter les activités du Centre de Ressources Haut Katanga (meilleure employabilité des lauréats).
Enfin, dans le volet gouvernance des écoles il se dégage, à travers le fonctionnement des comités de gestion, la nécessité d'encore mieux outiller ces structures ainsi que les comités des parents afin de leur permettre de lever la confusion qui semble régner entre leurs mandats respectifs et permettre ainsi que par le monitoring efficace (action dévolue à cette structure dans le PIE), la programmation devienne plus participative et conduise à une meilleure organisation de la formation dans les écoles.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2014**	**Valeur année 2015**	**Cible année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale (2017)**
Nbre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total (3 CdA, 6 école transformée)	0	0	60 élèves (3 CdA, 6 écoles transformées)	40 % élèves (3 CdA, 6 écoles transformées)	80%	80% des finalistes CA et CdA
Le degré d'insertion à l'emploi (Nbre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nbre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE)	2.3%	7.5% de 45	77.76% de 45	60% de 90	100% de 135	100% de 135
Nbre de jeunes accompagnés pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	0	0	10%	20% des sortants confondus	40% des sortants confondus	40% des sortants confondus
Nbre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	0	0	2	3	4	4
Nbre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	0	0	1	1		2

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités [4]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Tester les processus d'accompagnement des finalistes		■		
Identifier les modules pratiques à développer (additionnelle) phase 3 études de base avec FEC/COPEMECO			■	
Accompagner les différents types de stage au sein des CdA				■
Mise en place des Unité Formation Emploi (UFE)	■			
Implémenter les outils de travail pour les UFE		■		
Définir l'Ingenerie de formation à mettre en place dans le CdR Katanga		■		
Finaliser la Baseline (valeur de base T0)	■			
Backstopping siège	■			

[4] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

L'année 2015 nous a permis d'expérimenter l'approche insertion définie dans l'année 2014. Il a été démontré qu'avec plus d'accompagnement et orientation, il est possible de guider les lauréats vers un meilleur accès à l'emploi.
En effet, au-delà des aspects purement techniques et formatifs l'accompagnement permet d'acquérir les aptitudes nécessaires pour mieux exposer les compétences détenues par les lauréats, chose qui n'est toujours pas évidente à travers la formation classique obtenue à l'école.

Avec l'appui d'une société de placement, les lauréats (présélectionnés sous la phase 1) ont bénéficié d'une série des formations (savoir-être phase 2) et ont été placés dans un stage professionnel (situation du travail phase 3) au sein de quelques entreprises sur 3 sites d'intervention (Lubumbashi, Likasi, Kolwezi).

L'identification des besoins en formations additionnelles qui seront recueillies à travers les véritables contraintes recueillies en situation du travail (acquis du stage Professionnel phase 3) serviront par la suite du processus afin de calibrer les niveaux de la formation additionnelle et surtout négocier (médiation à l'emploi phase 4) avec les entreprises, un éventuel recrutement.

Il s'est avéré en outre que, les employeurs sont restés, pour la majorité, marqués par la crainte de recourir aux lauréats issus des écoles ETFP sous prétexte que la formation n'offre pas de garantie de qualité (appréciation du stage scolaire).

Il reste toutefois à opérationnaliser les personnels des Unité formation emploie (UFE) formée au sein du Centre de Ressource Haut Katanga dans les Centre d'Application qui devra parvenir à travailler de manière permanente avec les élèves/lauréats en vue de rendre les stages (scolaires/professionnels) efficaces et utiliser les outils pour mieux assumer l'accompagnement des élèves/lauréats dans les relations avec les employeurs.

L'accompagnement des écoles vers la recherche de plus de qualité (projet EDUKAT) et la mise en relation avec les entreprises (convention de partenariat ad hoc) est susceptible de faciliter un partenariat où tous tirent bénéfice avec comme résultat l'accroissement de l'employabilité des lauréats.

2.6 Thèmes transversaux

2.6.1 Genre

A travers les indicateurs de base, l'égalité de chance et d'accès à l'emploi, la discrimination due au sexe ou autres conditions liées au sexe a été mise au centre de l'intervention.

A travers l'enquête de satisfaction menée afin de juger de l'évolution des indicateurs clés du projet, il a été ressorti que les acteurs au sein des écoles ont établis des mécanismes afin de mieux consolider les acquis liés à la promotion par tous les élèves de l'égalité et la non-discrimination liée au sexe.
Il a été noté (à travers les données du monitoring de l'outcome) une croissance de l'intérêt des familles à ouvrir l'accès aux filières techniques à leurs enfants filles (fait qui marque l'évolution évidente des mentalités quant à ce qui est du genre au sein des écoles ETFP).

Des clubs d'échange ont ainsi été mises en place au sein de l'école VYOMBO dans le but de doter les jeunes filles d'un cadre ou elles partageront les expériences et discuter des aspects liés à la promotion de la jeune fille au sein des écoles ETFP.
Sous l'initiative des membres du comité des parents, cette expérience a permis de conscientiser la communauté masculine sur la nécessité de mieux appuyer les énergies féminines afin d'assurer un développement équitable de tous les élèves au sein de l'école.

2.6.2 Environnement

Pour assurer la promotion par les écoles ETFP au recours des ressources renouvelables et inépuisables, le projet a pris en compte des aspects environnementaux dans toutes les étapes de gestion des ETFP et dans la définition des besoins relatifs aux infrastructures et équipements.

Pour mieux gérer les ressources énergétiques et éviter de demeurer dépendants des aléas des services de la SNEL dont le dysfonctionnement chronique en fourniture électrique, il a été intégré dans l'approche et projection la possibilité d'utiliser l'énergie solaire en complément de l'énergie électrique afin de rendre les écoles ETFP plus autonome.

La protection des infrastructures contre les effets des orages sera assurée par la plantation des arbres « coupes vents » et une sensibilisation à la bonne canalisation des eaux usées et de pluies sera assurée.
Pour servir les besoins en eau potable, (pour de question d'assainissement) le projet pourra recourir aussi à des forages à Kasenga dans le site du cinquantenaire.

Au moment où certaines écoles ont pu mettre en place un dispositif éolien pour suppléer la carence en fourniture de l'énergie électrique, cette approche a pu rencontrer l'engouement de tous les acteurs impliqués dans la gestion ETFP.

Avec l'accompagnement que le projet assure aux partenaires, la pratique alliée à la théorie assurera que la promotion et la protection de l'environnement concourent au développement de l'ETFP au Katanga.*

2.6.3 Economie sociale

Pour assurer la promotion de l'économie sociale et le développement des moyens de survie, le projet a veillé à lancer des demandes de prix adressé au groupe des artisans organisés en association (dans le domaine de l'artisanat en bois).
Avec le même esprit un certain nombre des travaux en régie ont été promus avec des artisans et des techniciens des métiers.
Le projet avec la mise sur pied du Comité de Pilotage du CdR Haut Katanga pourra promouvoir toute une série d'activités afin de sensibiliser l'ensemble des membres sur le concept de gouvernance démocratique (primauté des personnes sur le capital : « 1 personne = 1 voix », implication des parties prenantes) surtout que le chambre fédéral de la FEC fera partie intégrante du Comité.

2.6.4 Droits des enfants

Dans les activités menées en 2015 (notamment dans la promotion du stage académique et professionnel) le projet a veillé à intégrer les aspects transversaux liés au droit de l'enfant (les droits de la personne qui s'appliquent à tout être humain âgé de moins de dix-huit ans).
Dans le cadre des activités qui seront menées par les UFE (et organisé en collaboration au chargé du management scolaire thèmes transversaux) le projet envisage des journées thématiques (notamment la journée de l'enfant africaine) pour s'assurer de la vulgarisation des droits des enfants qui va de l'offre d'autonomie à la protection contre la violence physique, psychologique ou émotionnelle.

2.6.4 HIV/SIDA

Comme pour les thèmes des droits des enfants l'aspect HIV/SIDA a étais traité dans les séances collectives avec les élevés et lauréats.
Dans le cadre des activités qui seront menées et exécutées par les UFE (organisé en collaboration au chargé de la gestion scolaire, thèmes transversaux) le projet envisage des journées thématiques (notamment la journée mondiale de lutte contre le Sida) pour s'assurer que les élevés/lauréats puissent être sensibilisés au dépistage et au risque de la maladie.

2.7 Gestion des risques

	Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
N	Description du Risque	Period d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
1	Détournement du fonctionnement des EdR et CdR par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte	Formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Élaboration de contrat de gestion et contractualisation tripartite (CTB, province, institution) Mise en place du comité de gestion du CdR Haut Katanga Concept d'affiliation a étendre aux centres affiliés via le Projet d'Etablissement	UCOP	31/12/2017	Draft de contractualisation élaboré Lobbying envers le nouveau décideur politique administratif pour création comité de pilotage Centre Affilié en train d'être présélectionné et première formation sur le concept Projet d'Etablissement en cours	En cours
2	Manque de personnel qualifié et compétent	Formulation	OPS	Low	High	Medium Risk	PAC pour staf CdR Haut Katanga a organisér	UCOP	31/12/2016	Le Staff recruté et doté du statut de fonctionnaire public, salaire à payer conformément au barème de Mbudi de signature. Le processus de recrutement pour 5 profils transversal a été finalisé.	En cours

3	Risque de mauvaise utilisation et maintenance des équipements des CdR et établissements appuyés	Formulation	OPS	Medium	Low	Low Risk	Formation du Chargé de l'entretien Mise en place des inventaire et fiche des stocks Formation staff des écoles et du CdR sur la maintenance préventive et curative	UCOP	31/12/2017	Besoins en formations identifiés et planifiés Inventaires des écoles disponibles pour les filières porteuses	En cours
4	Absence de l'Arrêtée Ministériel créant les CdR et ses modalités de gestion	Formulation	OPS	High	Low	Medium Risk	Appuyer le processus de préparation de l'Arrêté créant les CdR suivi de l'élaboration du ROI (règlement d'ordre intérieur) Identifier le statut juridique du CdR Haut Katanga	RR/ UCOP EDUKAT	fin 2017	ROI Provisoire Provincial signé ROI National en discussion au COMCOM	En cours
5	Manque d'expertise pointue localement (excès de ligne budgétaire)	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recours à expertise extérieure (volet pédagogie, technique, insertion)	UCOP EDUKAT	fin 2015	Suite a la mission de Syntra 2015 une accord spécifique avec Syntra pour le volet Ingegneri de la formation certification est envisagé (proposition à soumettre à la prochaine SMCL).	En cours
6	Insuffisance des fonctionnaires (enseignants des cours techniques) disponibles à être mécanisés dans les filières porteuses (CdR)	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recrutement du personnel pour les matières techniques	MPEP SP+ UCOP EDUKAT	Sept-15	Le processus de recrutement est entamé (appel à manifestation d'intérêt déjà lancé)	En cours

7	Coûts supplémentaires de la formation pour les parents	01/04/2014	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibiliser le Gouvernement provincial et le conseil d'administration CdR Katanga pour donner accès au CdR gratuitement	UCOP EDUKAT	fin 2015	La sensibilisation sur la création de CdR/CdA est en cours	En cours
8	Inadéquation de la formation dans le CdR (qualité de la formation)	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Implication effective du secteur privé et de l'IPP dans l'identification de besoin de formation et dans la formation	MPEPSP, IPP et UCOP EDUKAT	fin 2016	Une accord de subvention avec la FEC est en train d'être envisagé a fin de cartographier le bassin d'emploi des CdR/CdA. L'IPP est en train d'être impliqué afin d'identifier l'Ingegneri de formation plus approprié pour la formation additionnelle et la certification.	En cours
9	Le vide juridique du CdR Katanga (le CdR devient une école d'application)	01/04/2014	DEV	Low	High	Medium Risk	L'élaboration durant l'intervention du statut du CdR Haut Katanga La création du conseil d'administration	MPEPSP+UCAG	fin 2014	La question du statut juridique est remise au SG. Draft ROI provisoire provincial signé (convocation de la première réunion a organiser)	En cours
10	Manque de financement (frais de fonctionnement et consommables) pour le CdR Katanga et ses antennes	01/04/2014	OPS	High	Low	Medium Risk	Sensibiliser les Gouvernements Provincial et National et les partenaires privés. Inscrire le budget du CdR Haut Katanga dans le budget provincial et National	MPEPSP+UCAG	fin 2016	Le cout de prise en charge du CdR pour la Province (160.000 € environ) a été déjà accepté (acté dans le PV SMCL Décembre 2014). Une compte Provincial a été ouvert a nom du Centre de Ressources	En cours

11	Manque d'entreprises prêtes à contribuer au financement du CdR Katanga	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibiliser les enterprises	MPEP SP	fin 2016	Les séances de sensibilisation envers les entreprises sont en cours (TFM, Ruashi Minning, CAT)	En cours
12	Désintéressement des entreprises envers les stages professionnalisant dans le CdA	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibilisation et plaidoyer auprès du SP. Appliquer la convention partenariat public privé et promouvoir les conventions de partenariat	MPEP SP+ UCOP EDUKAT	fin 2015	Note de cadrage de stage disponible (académique, professionnel) Formation pour les encadreurs des stages et pour le maitre des stages en cours	En cours
13	Le comité de gestion et de parents n'arrivent pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables)	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Proposer une grille de répartition et mener des activités avec les comités des gestions des écoles	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'analyse sur la gestion des services des écoles est finalisé Les formation au profit des comités de parents sont en train d'être préparé	En cours
14	Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents ne sont pas affectés	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Utiliser l'analyse organisationnelle pour faire du plaidoyer. Organiser des activités participatives afin d'identifier le set up des RH par rapport l'organigramme des écoles Affecter les RH pour	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'analyse organisationnelle des services compétents est finalisée. Les focus groupe pour revoir le set up des RH au seine des CdA sont en train d'être fait La formation du chargé de	En cours

							l'accompagnement des lauréats (UFE)			l'insertion dans le CdA ce poursuive	
15	Manque d'opérationalisation des UFE	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recruter le chargé de l'Insertion et le former Identifier les taches nécessaires a l'accomplissement des missions des UFE Sensibiliser et mettre en application l'arrêté Ministériel dans la création des UFE	UCOP EDUKAT+MPEPSP+IPP	fin 2016	L'organigramme des CdA est en train d'être revu moyennant une série des activités participatif de la part de chargé school management CdR Haut Katanga L'ensemble des taches nécessaire a l'accomplissement de mission des UFE sont disponible	En cours
16	Démotivation du personnel en charge de l'insertion dans les CdA	01/04/2014	OPS	Medium	High	High Risk	Affecter dans le CdA dans une manière officiel les chargée de l''insertion Plaidoyer à travers les comités de gestion des CdA pour faire comprendre l'importance de l'accompagnement	MPEPSP, UCOP EDUKAT	fin 2015	Le processus de recrutement a permis de recruter 2 ATN dont 1 a déposé au bout de quelques mois (un nouveau processus va être lancé pour permettre de couvrir le manque d'un staff dans l'unité insertion) Affectation officiel pour CdA Vyombo prévu le mois d'avril 2016	En cours
17	Les formations additionnelles et les stages en entreprise	01/04/2014	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents	UCOP EDUKAT	fin 2016	Suite au stage professionnel du premier groupe (45) on a constaté une augmentation de l'employabilité réf. tableau de monitoring	En cours

	(CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats										
18	Le CDR Katanga n'arrive pas à assurer la sensibilisation sur l'innovation technologique et thèmes transversaux	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibiliser et former les responsables du CdR Katanga à l'innovation	MPEPSP, UCOP EDUKAT	fin 2016	AMI d'un chargé des thèmes transversaux en cours	En cours
19	Les RH Centre de Ressource Katanga ne sont pas opérationnels (retard dans la mise en œuvre des activités avec les écoles)	15/10/2014	OPS	High	Medium	High Risk	Accélérer le processus de recrutement	RH Kinshasa	fin 2014	Les premières 5 profils RH transversal (Gestionnaire CdR, Expert Pédagogue, Expert relation secteur Privé, deux Expert en School Management) sont en fonction depuis le Q1 2015. Une chargé de l'insertion a démissionné 2 parmi le restant RH ont obtenu une cotation insuffisante au moment du Cercle de Développement	En cours
20	La construction du Centre de Ressources est en retard	15/10/2015	OPS	High	Low	Medium Risk	Trouver une solution alternative au recrutement d'un bureau d'étude dédié à la phase de validation de l'Avant-projet détaillé	UCOP UCAG	fin 2014	Marché attribué et travaux démarré en Q1 2016	En cours
21	Affaire courant du	30/07/2015	DEV	High	Medium	High Risk	S'assurer que dans la remise de reprise de fonction de l'actuelle	Cabinet /EDUKA	dec 2015	Transmission de la problématique aux	En cours

	Ministère Provincial (arbitrage budgétaire provincial 2015/2016 sans tenir compte du quota Provincial pour le CdR)						Ministère Provincial le compte CdR puisse apparaitre dans une ligne budgétaire à négocier dans l'arbitrage	T		nouveaux commissaires spéciaux et poursuite de l'échange	

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

1. Permettre le dessert d'énergie électrique dans le CdA Vyombo Itima, Ecole du Cinquantenaire de Kasenga et Institut Kilima établissement hôte CdR Haut Katanga.
2. Développer des modalités autres que l'approche « institutionnel » (dont promotion de la mise en œuvre de la convention partenariat public privé avec la FEC Katanga) pour développer le partenariat avec les entreprises minières. Faire d'une sorte que les décider politique National/Provincial puisse donner crédibilité à la démarche Centre de Ressources (Arrêté 05/2014) et puisse mettre en place le Comité de Pilotage CdR Haut Katanga.
3. La proposition est de lancer des marchés pour l'achat de la matière première et exécuter les travaux sous forme de « chantier école ».Telle stratégie pourras permettre d'intégrer au sein de réalisation une certaines nombres de lauréats en stage professionnel des écoles technique (maçonnerie, électricité etc.) et du personnels du secteur informelles (artisan).
4. Au-delà des Centre d'Application (Vyombo, Itima, Ecole du Cinquantenaire Kasenga) appelée à appuyer la transformation des écoles secondaires générale (Institut Kiwele, Institut Kilima, Institut Panda Institut Kikula, Institut Mawaso et Institut Mungano), EDUKAT élargiras son appui aussi a un nombre limité (entre 10 et 15) des écoles Technique (qui serons appelée Centres Affiliés) situés dans un rayon de 50 km des Centres d'Application et du Centre de Ressources Haut Katanga. Cet appui (surtout en outils de gestion) va se faire en vue de rendre effective un réseautage ou, les uns et les autres bénéficieront des expertises et opportunités mise à disposition pour le dispositif d'amélioration de la qualité Centre de Ressource Haut Katanga.
5. Mobiliser des expertise perlées (via accord Cadre Syntra et autre), dans le cadre de l'Ingegneri de la formation et le renforcement des capacités tant des techniciens que des services compétents EPSP et CdR Haut Katanga.
6. Elargir l'expérience du stage professionnel (acquis des outils développé pendant l'année 2015) pour une recherche d'emploi plus aisée des lauréats. Intégrer l'aspect auto emploi dans l'approche jusque-là utilisée au-delà de l'emploi salarié (acquis du projet PAEJK)

3.2 Recommandations

	Acteur	Date limite
Faire le nécessaire pour permettre le dessert d'énergie électrique dans le CdA VYOMBO, ITIMA, Ecole du Cinquantenaire de Kasenga et Institut KILIMA établissement hôte CdR Haut Katanga.	SMCL	Q2 2016
Suite à la signature du Réglement Intérieur Provisoire du CdR Katanga s'assurer que le Comité de Pilotage Centre de Ressource Haut Katanga et le relatif Groupes de Concertation Locale puisse être mise en place;	SMCL	Q2 2016
Poursuivre les échanges concernant le statut/ROI du CdR (références Arrêté N° 005/2014/05/05/2014 et projet du ROI en cours de validation) dans les instances appropriées.	RR	Permanant
Suivre de près les démarches administratives nécessaires à la mécanisation (au CdR) des ressources humaines retenues lors de la première sélection. Continuer le processus de sélections des candidats restant (technicien);	PROVED	Q2 2016
Suivre (au moment des arbitrages budgétaires) la prise en charge progressive du budget CdR Haut Katanga dans le budget Provincial;	PROVED	Q2 2016
Commencer la présélection des établissements (Centres Affiliés) qui seront intégrés au dispositif CdR Haut Katanga via le « projet d'établissement »	UCOP + PROVED	Q1 2016
Produire une note d'intérêt sur le concept « chantier école » a présenté à la prochaine SMCL	UCOP	Q1 2016
Produire une note d'intérêt sur les appuis perlée envisagée (Syntra ect.) à présenter à la prochaine SMCL.	UCOP	Q1 2016
Produire une note technique sur l'auto emploi (acquis projet PAEJK) à présenter à la SMCL	UCOP	Q2 2016

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Pendant l'année 2015, le cadre administratif et juridique relatif au Centre des Ressources Haut Katanga (RI et statut juridique) n'a pas avancé au niveau National. Au niveau provincial des modalités transitoire ont été adopté (voir ROI Provincial provisoire et convention d'affiliation)	Partenaire/CTB
L'instabilité institutionnelle du Ministère en charge de l'Education au sein de la province du Katanga (découpage des provinces) a été sous-estimée au moment de la formulation (hypothèse à revoir dans le cadre logique du projet et dans le protocole d'accord qui chapeaute les éventuels accords de subvention). La création du ministère ETP national a un impact aussi sur la réforme de l'ETFP. Les services de l'administration provinciale devront se référer à 2 ministères différents (EPSP-INC et ETP). Cela crée une confusion dans les engagements ressortant du protocole d'accord (mécanisation RH CdR)	CTB
L'expérience du 2015 nous enseigne que même pour de marché de réhabilitation (de 15.000 euro) confié à des entreprises locale les délais d'exécution et la qualité des services rendu ne rentre pas dans un principe de« value for money ». La proposition est de lancer des marchés pour l'achat des matières premières (matériaux etc) et d'exécuter les travaux sous forme « de chantier école ».	RR
Le rôle du PO Provincial est capital dans la rédaction du MONOP, dans le suivi du Monitoring des Projets Provinciaux (réf. Etude sur l'évaluation des Projets) et dans l'opérationnalisation des Accords de Subvention (suivi évaluation).	RR
Dans le cadre du fonctionnement de l'Antenne PRECOB, la nécessité de remettre l'échelle hiérarchique et pas seulement celui fonctionnel en Province (permet de gagner du temps dans la prise des décisions)	RR
La nécessité d'avoir de l'expertise pointue dans le domaine de la pédagogie et de l'appui perlé dans des domaines spécifique (plus-value des Accord Cadre avec Institution Belge autres dans la mobilisation des expertises sur le « contenues »)	RR/HQ
Les deux séances de dialogue politique organisées par l'Attaché de la coopération ont permis un partage et une amélioration de la compression du PAPE Provincial et des autres bailleurs (la pertinence d'une coordination entre bailleurs provinciaux et la vraie opérationnalisation de la Commission Educative Provinciale)	Partenaire/CTB
L'année 2015 nous a permis d'expérimenter l'approche insertion validée en 2014. On peut constater que l'ensemble des 4 phases retenues représentent le « gap » pour une insertion durable que l'ensemble du système ETFP doit appliquer à partir d'une meilleure mise en œuvre de la Convention de Partenariat Public Privé (formalisation de maitre et d'encadreurs de stage).	Partenaire
La FEC Katanga est disponible à collaborer dans le cadre du partenariat public prive. Il reste toutefois difficile de mobiliser les grandes sociétés minières sans une implication directe des institutions publiques dans le cadre de la responsabilité sociétaire (durabilité du financement CdR pas encore certaine).	Partenaire

Au cours de l'année 2015, la complémentarité des projets Energie et Education (présents dans les deux secteurs de concentration au Katanga) est devenue effective. On a pu expérimenter la possibilité de mutualiser les expertises des différents ATI dans des approches ETFP plus inclusives (implication des ATI dans la problématique d'énergie des écoles).	CTB

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		x			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
x	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
x	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		x		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
x	**A**	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
x	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	**B**	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		x		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
x	**B**	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
x	**B**	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
			x	

4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
x	**C**	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
x	**C**	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
x	**C**	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Decision				Action			Suivi	
Decision	**Periode d'identification (mmm.aa)**	**Source***	**Acteurs**	**Action(s)**	**Resp.**	**Deadline**	**Advancement**	**Status**
Le Président recommande que les activités du Projet EDUKAT soient vulgarisées dans une manière simple afin que les membres de la SMCL et tous les intervenants puissent comprendre d'une manière objective les orientations stratégiques.	Mai-14	PV SMCL	UCOP	Organiser des séances d'information et des réunions ad hoc	UCOP	01/09/2015	Les séances d'information se poursuivent	ONGOING
La SMCL recommande de veiller à ce que la formation professionnelle additionnelle donnée par le CdR soit gratuite et adressée principalement aux apprenants élèves de l'ETFP, sans néanmoins exclure d'autres apprenants. Dans le cas des stages des apprenants des écoles transformées, dans les Centres d'Applications CdA, il faudra être attentif à ce que ces apprenants ne puissent pas devoir payer les frais supplémentaires, le minerval étant déjà élevé ;	Mai-14	PV SMCL	PROVED/Ministere Provincial	Assurer la gratuité de la formation additionnelle aux apprenants élèves de l'ETFP suivi en continue	Ministere Provincial	Permanent	Suivi de la mesure au CdR	OPEN

La SMCL recommande de mettre en place un Comité de Pilotage pour le CdR Katanga avec une composition des membres conforme à celui préconisé par le DTF qui est le fruit d'un consensus ;	Mai-14	PV SMCL	Ministere Provincial	Préparer une proposition de composition du comité de pilotage à soumettre à la prochaine SMCL	Ministere Provincial	31/12/2014	La SMCL as demandé a l'UCOP de produire le draft de l'ordonnance de mise en place du comité de pilotage et de veiller à y intégrer les membres de la chambre fédérale des mines	ONGOING
La SMCL recommande à la partie Belge de poursuivre les échanges concernant le fonctionnement du CdR (références Arrêté N° 005/2014/05/05/2014 et projet de ROI en cours de validation) dans les instances appropriées, autant au sein du COMCON qu'au sein du Comité des partenaires, le cas échéant.	Mai-14	PV SMCL	RR	Mettre le point à l'ordre du jour COMCON	PO	31-09-2014	Point déjà inscrit à l'ordre du jour	ONGOING
La SMCL recommande au Ministère provincial de l'Education Transport Recherche Scientifique et Energie de garantir la desserte en eau et électricité au futur CdR.	Juil-14	PV SMCL	UCOP	Entrer en contact avec REGIDESO et SNELL	PROVED/ CABINET	31/12/2014		OPEN
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Education de prendre en compte	Juil-14	PV SMCL	CABINET	Organiser des reunions	CABINET	31/12/2014		OPEN

l'option stratégique de redynamiser le fonctionnement de la Commission Interministérielle Provinciale ;								
Les membres de la SMCL demandent à la partie Belge et au Projet UCAG de jouer le rôle de facilitateur entre le National et le Provincial afin de surmonter les problèmes de caractère juridico/administratif liés à la mise en place des Centre de Ressources dans le différentes Division Provinciales du pays	Decembre - 14	PV SMCL	UCAG	Faciliter le résolution des problèmes juridiques et administratifs liés à la mise en place des CdR	UCAG	27/02/2015	En cours	ONGOING
La SMCL demande à l'UCAG de produire une lettre de demande d'obtention de la note insertion socioprofessionnelle définie au niveau national, à adresser au Secrétaire Général EPSP avec copie pour information au Ministre de l'EPSP ainsi qu'à la Représentation de la CTB ;	Decembre - 14	PV SMCL	UCAG	produire le projet de lettre d'obtention de la note d'insertion socio professionnelle	UCAG	31/12/2014	en cours	OPEN
La SMCL approuve la proposition technique formulée par l'UCOP et demande au Ministre en charge de l'Education et Président de ladite structure de faire tout le nécessaire (au moment des arbitrages budgétaires) avec le Ministère du Budget afin d'assurer la prise en charge progressive du budget CdR dans le budget Provincial;	Decembre - 14	PV SMCL	CABINET	Assurer la prise en charge progressive du budget CdR dans le budget Provincial;	CABINET	Q4 2015	Arbitrage budgétaire pas encore fixé	OPEN
La SMCL demande à l'UCOP, sur base de l'organigramme d'affectation RH (CdR) proposé,de produire le cadre organique du dispositif de formation. Le cadre organique devra permettre à la Province de connaitre le coût prévisionnel de fonctionnement du dispositif de formation CdR Katanga hors coût RH et quantifier d'une	Decembre - 14	PV SMCL	UCOP	Produire une proposition de cadre organique du dispositif de formation CdR	UCOP	Q3 2015	En train d'etre planifié	OPEN

manière plus précise la contribution numéraire de la partie congolaise ;								
Les membres de la SMCL recommandent au Cabinet du Ministère d'assurer des rencontres périodiques avec les autres projets qui s'occupent de l'adéquation formation-emploi dès que le processus de concertation est lancé	Mars-15	PV SMCL	CABINET	Organiser des rencontres de sensibilisation au profit des autres projets Paejk, Wallonie Bruxelles et d'autres acteurs concernés par l'adéquation Formation-emploi	CABINET	en continue	Deux réunion du groupe thématique Education on eut lieux le mois de mars et de juillet	ONGOING
Les membres de la SMCL demandent à l'UCOP d'aider les divisions provinciales Katanga I et IV à améliorer le taux d'occupation et l'utilisation des salles informatiques déjà existantes (entrer en contact avec les gestionnaires des salles d'informatique et de voir comment arriver à les aider à mieux implémenter les cours pratiques d'informatique)	Mars-15	PV SMCL	UCOP		UCOP	Q4 2015		ONGOING
Les membres de la SMCL demandent aux services des Divisions Provinciales de s'associer à l'UCOP afin de comprendre le modelé d'établissement scolaire que les CdA Vyombo et Itima sont en train de développer (vision en terme de filières à développer et effectif souhaité dans les établissements)	Mars-15	PV SMCL	UCOP+ PROVED	Analyser le modèle d'établissement scolaire des CdA Vyombo et Itima au regard des standards du PAPE et PIE	UCOP+ PROVED	Q4 2015	Draft du projet d'établissement déjà conçu et en attente d'application au sein des CdA	ONGOING
Les membres de la SMCL (dans un souci de standard qualitatif de l'enseignement technique) demandent aux services des Divisions Provinciales de veiller sur les effectifs de CdA Vyombo et Itima afin de les aligner sur les standards inscrit dans le PAPE Provincial et le PIE National	Mars-15	PV SMCL	PROVED	Contrôler les effectifs et les aligner sur les standards du PAPE provincial et PIE National	PROVED	Q4 2015	Sensibilisation des responsables des CdA entamée	ONGOING

Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP d'associer les 2 PROVED nouvellement nommés à l'organisation de la sensibilisation et les chargent de coordonner les activités	Oct-15	PV SMCL	PROVED	Organiser les séances de sensibilisation des acteurs sur l'ETFP	PROVED-CABINET	Q4 2015	Bonne relation avec service compétentes	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère Provincial en charge de l'éducation de mettre parmi les grandes priorités à transmettre à la nouvelle équipe dirigeante (commissaires spéciaux) l'aspect de la prise en charge du budget CdR dans la Province du Haut Katanga (transmettre aussi, la note technique spécifique validée à l'occasion de la SMCL du décembre 2014)	Oct-15	PV SMCL	CABINET	Communiquer au nouveau commissaire spécial l'urgence et la nécessité de faire du fonctionnement du CdR une priorité	UCOP-PROVED	Q4 2015	Documentation mise à la disposition des PROVED et séances explicatives au profit de commissaire spécial fait le mois de décembre 2015	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent que les 2 nouveaux PROVED (Haut Katanga et Lualaba) soient documentés sur le processus, les normes de mise en œuvre et les délais relatifs à la mise en place des RH CdR Haut Katanga (Protocole d'accord RH CdR voir annexe 2);	Oct-15	PV SMCL	UCOP	organiser des séances explicatives de la méthodologie EDUKAT	UCOP	Q42015	Documentation mise à la disposition des PROVED et séances explicatives faites (prise de contact avec SG)	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent qu'afin de mieux comprendre le niveau de fonctionnement (y compris l'efficacité des RH recrutées) du CdR Haut Katanga, à la prochaine SMCL, le Gestionnaire du CdR Haut Katanga présente l'état d'avancement des activités et les projections arrêtées sur l'année à venir	Oct-15	PV SMCL	CdR	Présenter, à l'intention des membres de la SMCL, l'état des lieux des activités à la prochaine réunion	CdR		Gestionnaire en train d'être formé sur la tenue des réunions	OPEN

Les membres de la SMCL demandent au PROVED Haut Katanga de mettre à la disposition d'EDUKAT les indications sur le Centre d'Excellence Bandundu pour lui permettre de prendre tout contact et ainsi comprendre les spécificités (et différences susceptibles) des affectations intervenues au moment de l'opérationnalisation	Oct-15	PV SMCL	PROVED		UCOP	Q4 2015		OPEN
Les membres de la SMCL demandent à l'UCOP de produire, en collaboration avec les services compétents de la Division Provinciale Haut Katanga, un AMI afin de présélectionner l'ensemble des techniciens qui pourraient ensuite être affectés au CdR (contrat à temps plein ou comme vacataires à définir au moment de la signature de la commission d'affectation);	Oct-15	PV SMCL	UCOP+ PROVED	produire un AMI pour le recrutement du staff	UCOP	Q42015	AMI produit et publié, date limite de dépôt des offre fixée au 15 janvier 2016	ONGOING
Les membres de la SMCL demandent au PROVED Haut Katanga de tout mettre en œuvre pour obtenir l'agréation de la filière agricole de l'école du cinquantenaire de Kasenga avant la fin de l'année scolaire 2015-2016	Oct-15	PV SMCL	PROVED	obtenir l'agréation de la filière agricole de l'école du cinquantenaire de Kasenga avant la fin de l'année scolaire 2015-2016	PROVED	Q42015	Processes en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL demandent aux PROVED Haut Katanga et Lualaba d'enjoindre aux responsables des écoles VYOMBO et ITIMA de limiter l'accroissement des effectifs	Oct-15	PV SMCL	PROVED	Donner injonction aux préfets de ne pas s'engager dans l'accroissement des effectifs dans les classes de recrutement	PROVED	Q4 2015		OPEN
Les membres de la SMCL demandent à l'UCOP que le marché pour les équipements CdR/CdA soit lancé simultanément avec la finalisation du processus administratif d'attribution du DAO pour la construction du CdR Haut Katanga	Oct-15	PV SMCL	UCOP	lancer le marché des équipement pendant que le processus construction CdR est en cours	UCOP	Q42015	En cours de realisation	ONGOING

Les membres de la SMCL demandent à l'UCAG et au Ministère en charge de l'Education de coordonner leurs efforts afin d'alerter l'autorité Nationale (SECOPE National) sur l'urgence qu'il y a à doter le Centre de Ressources Haut Katanga des fonds nécessaires à la mécanisation des fonctionnaires (déjà affectées et à recruter).	Oct-15	PV SMCL	MINISTERE	Partager avec le niveau national les contraintes multiples que la non mécanisation du personnel du CdR impose	CABINET +PROVED	Q42015		ONGOING
Les membres de la SMCL adoptent le principe qu'il est nécessaire de réaliser un certain nombre de travaux dans l'Institut Kilima ;	UCOP	PV SMCL	CABINET	Faire un état des lieux des réhabilitations à exécuter sur Kilima	UCOP	Q42015	Avant-projet détaillé élaboré, échange avec HYPER PSARO qui est tuteur de cette école, sur la prise en charge en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au ministère provincial en charge de l'éducation de coordonner (ensemble au PROVED Haut Katanga) les efforts pour que l'entreprise HYPER PSARO prenne en charge tous/une partie des travaux de réhabilitation de l'institut Kilima ;	Oct-15	PV SMCL	CABINET	Coordonner avec Hyper Psaro pour déterminer les travaux à prendre en charge par chacune des parties	UCOP	Q42015	Preliminaries des discussions entamés	ONGOING
Les membres de la SMCL adoptent le principe que tous les travaux visant à assurer la desserte en courant électrique pour les écoles visées et le Centre de Ressources Haut Katanga soient pris en charge par EDUKAT (montant estimatif toute confondue de 110.000€);	Oct-15	PV SMCL	CABINET	Alimenter en courant électrique les CdA Itima, Vyombo, école du cinquantenaire ainsi que le CdR au sein de l'école hote Kilima	UCOP	Q1-2016	Recherche ligne budgétaire pour travaux en cours (réserve budgétaire)	OPEN
Les membres de la SMCL demandent au Ministère en Charge de l'Education et de l'énergie de donner à la SNEL l'autorisation pour le raccordement de l'école du Cinquantenaire de Kasenga	Oct-15	PV SMCL	CABINET	Donner autorisation à la SNEL de procéder au raccordement de l'école du cinquantenaire de Kasenga	UCOP	Q1-2016	En cours	OPEN

Les membres de la SMCL recommandent que le processus d'affiliation au CdR Haut Katanga puisse commencer moyennant les modalités définies/évoquées par l'UCOP dans la présentation (phase AMI et ensuite définition plan de développement des écoles retenue)	Oct-15	SMCL	PROVED	Lancer le processus d'affiliation au CdR	PROVED	Q4 2016	AMI publié le 15 décembre 2015	ONGOING
Les membres de la SMCL demandent que dans la définition du plan de développement des écoles, une phase préalable de sensibilisation des acteurs éducationnels soit envisagée	Oct-15	SMCL	PROVED	Intégrer la phase de sensibilisation préalable avant l'entame des travaux de définition du plan de développement des écoles	UCOP+PROVED	Q1-2 2016	En programmation	OPEN
Les membres de la SMCL donnent leur accord à la conclusion d'un accord de subside envers la FEC Katanga pour un montant de 92000$ sur un durée de 12 mois	Oct-15	SMCL	CTB RR	Signer un accord de subsides avec la FEC à hauteur de 92000$	UCOP		Contenu de l'accord défini, recrutement du consultant devant aider FEC dans le formation et la mise sur pieds du cadre de gestion de l'enquete finalisé	ONGOING
Les membres de la SMCL souhaitent qu'un protocole d'accord (annexe 3) soit conclu préalablement entre le Ministère provincial en charge de l'Education et la FEC pour donner lieu à l'accord de subsides entre FEC et EDUKAT (ils se fixent le délai ultime du 02 novembre 2015 pour obtenir signature par les parties de ce protocole d'accord)	Oct-15	SMCL	CTB RR	Signer un protocole d'accord préalament à la signature de l'accord de subsides FEC	UCOP		Draft du protocole d'accord déjà élaboré, il reste l'approbation et la signature	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à ce que la FEC Katanga soit impliquée dans la sensibilisation que le ministère avec l'appui des PROVED Haut Katanga et Lualaba envisaget organiser d'ici décembre 2015 à l'intention des entreprises des sites d'intervention d'EDUKAT	Oct-15	SMCL	CABINET	Associer la FEC aux activités de sensibilisation des entreprises sur l'ETFP	PROVED+UCOP		A programmer	ONGOING

Les membres de la SMCL acceptent généreusement l'offre du BIT concernant le fonds de garantie sous condition que EDUKAT ait l'autonomie complète de gérer ce fonds selon sa philosophie dans le cadre de son processus d'insertion socio professionnelle ;	Oct-15	SMCL	CTB RR	Exiger du BIT, lorsqu'il va transfeérer la gestion du fonds de garantie, que la gestion soit faite selon les normes EDUKAT	UCOP		Demarche admnistratif en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL demandent au BIT d'adresser pour cela une correspondance officielle qui annonce qu'il offre à EDUKAT le fonds. Il précise dans sa correspondance la situation d'actif et de passif actuels lié à ce fonde ;	Oct-15	SMCL	CTB RR	Demander au BIT d'adresser une correspondance officielle qui explique l'offre de reprise de la gestion du fonds de garantie	UCOP		Demarche admnistratif en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL valident la liste avec l'ensemble des postes à pourvoir CdR Haut Katanga ;	Oct-15	SMCL	PROVED	AMI a lancer	CdR	Q1 2016	AMI RH lanceé	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED Haut Katanga de régler toutes les démarches administratives afin que la structure de formation CdR Haut Katanga puisse être agréée par le Ministère National ;	Oct-15	PV SMCL	PROVED	Mener toutes les démarches nécessaires en vue de l'agréation du CdR par le ministère national	PROVED		En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL estiment que pour les postes à pouvoir (inscrits dans le cadre organique du CdR Haut Katanga), les modalités de rémunération s'inscrivent dans la même logique que les autres personnels déjà en fonction (barème Mbudi 1 par grade);	Oct-15	PV SMCL	PROVED	Poir le staff à recruter, Appliquer les memes modalités de rémunération que pour le staff déjà en place	PROVED		A planifier	ONGOING

Les membres de la SMCL invitent l'UCOP et le PROVED à veiller à ce que tout personnel du Centre de Ressources Katanga Haut Katanga dont la productivité n'atteint pas le seuil exigé à l'issue d'une évaluation objective des performances soit demis des fonctions et remplacé.	Oct-15	PV SMCL	PROVED	Assurer un suivi rapproché de la performance du staff CdR	PROVED+ UCOP	En permanence	CdD mise a disposition du PROVED	ONGOING

4.3 Cadre logique mis à jour

Indicateurs	Baseline	Valeur cible final	valeur cible année 1	Valeur cible année 2	Valeur obtenue année 2	Valeur cible année 3	Valeur obtenue année 3	Valeur cible année 4	Valeur obtenue année 4	Unité de mesure	Source de vérification
Nombre croissant de nouveaux emplois formels créés dans la zone d'intervention		Augmentation de 40%		Augmentation de 20%				Augmentation de 40%		Nombre d'emplois créés confondus	Statistiques de l'institut national de la statistique de la RDC, ONEM-Katanga, FEC-Katanga, COPEMECO Katanga, Association des sociétés minières au sein de la FEC
Évolution du nombre de sortants des filières appuyées qui ont une activité professionnelle		Augmentation de 40%	**31% 27/88[** 24% cycle long HCMO (10/42), 17% (1/6) cycle court HCMO, 40% (16/40) cycle court CMO**]** **23%** (10/43) AS Jeunesse,	Augmentation de 20%	77,76% cycle long (35/45 lauréats) 53,23% Cycle court (24/45 lauréats) 23% AS jeunesse (10/43) soit **51,33%**			Augmentation de 40%		Nbre d'élèves sortant des filières appuyez / Nbre d'élèves qui ont une emploie	Etude d'un échantillon des élèves (EDUKAT)
Evolution de nombre d'élèves dans les filières des centres d'application, écoles transformées et écoles affiliées	2399	Augmentation de 40%	2918	Augmentation de 20% (soit 2878,8)	4149			Augmentation de 40%		Nombre d'élèves entrants dans les filières porteuses par rapport aux nbre d'entrants en 2013	CTPSE Division Provincial I et IV
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des centres d'application, écoles transformées et écoles affiliées	2,001% (48 filles sur 2399 élèves)	Augmentation de 100%	2,78% (81 filles sur 2918 élèves)	Augmentation de 50%	210 (5,06% (210 filles sur 4149 soit une augmentation de 82% par			Augmentation de 100%		Nombre de sortant(e)s (f/h)	CTPSE Division Provincial I et IV

					rapport à l'année 1)						
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification	18% employé du cycle long 38% employé AS/Jeunesse	135	7.5%	33% (45 sortants)	77,76% (soit 35/45 lauréats	66% (90 sortants)		100% (135 sortants)		Sortants via Exetat + jury cycle court + module CdR + stage accompagné en entreprise (h/f)	KATACELL
Evolution dans la Réhabilitations de Centre d'Application.	3 Centre d'Application (Salama, Vyombo, Itima)	14/14	4/14	14/14	8	14/14		14/14		Evolution dans la mise en œuvre (cf Liste Phases d'exécution)	EDUKAT
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	1 Centre de Ressources Katanga I	14/14	4/14	14/14	8	14/14		14/14		Evolution dans la mise en œuvre (cf Liste Phases d'exécution)	EDUKAT
Evolution dans l'équipement de CdR	1 Centre de Ressources Katanga I	1/1	0	1/1	0	1/1		1/1		Evolution dans l'équipement (cf Liste Phase dans l'équipement)	IPP
% des filières porteuses équipées dans les CdA	Salama Vyombo Itima	6/6	0	6/6	6	6/6		6/6		Filières porteuses dans les CdA ayant de l'équipement de base (selon liste de critères) sur le total **(Mécanique générale, Mécanique auto, Electronique, Construction, Agriculture et Electricité)**	IPP
% des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses		20/20	0	30%	0	60%		100%		Les écoles affiliées ayant de l'équipement de base pour les	IPP

										filières porteuses (selon liste de critères) sur le total	
Nbre des d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvé par le secteur privé dans les CdR et CdA	Néant	135	0	45	45	90		135		Nbre d'élèves (f/h) qui participent à la FP	IPP
% des élèves certifiés dans les CdR		80% de 135	0%	80% de 45	0	80% de 90		80% de 135		Nbre d'élèves certifiés / Nbre d'élèves en dernière année	S/PROVED INPOON
Flux de fréquentation de formation pratique des élèves (f/h) des écoles Affiliés au CdA	Néant	80% des finalistes	0	30% des finalistes	0	60% des finalistes		80% des finalistes		nbre de stagiaires (f/h) / nombre d'élèves	S/PROVED INPOON
Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%	Néant		0		0					Nbre de prof qui ont passé le test avec un score > +15%	#REF!
Ecoles CdA et affiliées avec une convention avec les entreprises sur le total (ratio)	0/24	24	0	10	3	20		24		Existence des Conventions Ecoles-Entreprises dans les écoles affiliées	IPP
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Katanga	0%	164000 Euros	0		0					Contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement	Budget de l'Etat
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Katanga	0%	164000 Euros	0		0					Contribution du secteur public aux frais de fonctionnement	Budget de l'Etat
Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA	0/4	4	0	2	0	3		4		Appréciation de la répartition du budget: critères minimum pour 'maintenance' et	IPP

										'consommables'	
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA	0/20	20	0	4	0	14		20		Appréciation de la répartition du budget: critères minimum pour 'maintenance' et 'consommables'	S/PROVED INPOON
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0/4	4	0	2	2	3		4		Fonctionnalité des Comités de Gestion dans les écoles affiliées	S/PROVED INPOON
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0/20	20	0	**5**	0	14		20		Fonctionnalité des Comités de Gestion dans les écoles affiliées	S/PROVED INPOON
Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	Néant		0							Nbre de fonctionnaires en place dans les services compétents	PROVED
Nbr des fonctionnaires ayant participé aux formations qui amélioré le score du teste de 15% sur le total des participants	Néant	178	0		20%					Nbre de fonctionnaires participants et leur score de teste	PROVED
Nbre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total	Néant	80% des finalistes des CdA et CA	0	40%	40%	60%	-	80%		Elèves (des filières porteuses dans les écoles CDA CA) qui ont bénéficié d'un stage accompagné	KATACELL
Le degré d'insertion à l'emploi (Nbre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nbre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE)	2,3%	100% de 45	7.5%	30%	77,76% (35/45 lauréats)	60%		100%		appréciation du degré d'insertion à l'emploi à travers un échantillon	KATACELL

Nbre de jeunes accompagnés pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	Néant	40% des sortants confondus	0	4%	5%	20%		40%		Nbre des élèves certifiés accompagnés pendant un an par les UFE / total des élèves sortants certifiés	PROVED
Nbre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	0/4	4	0	2	1	3		4		UFE dans les écoles affiliées	PROVED
Nbre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	Néant		2	1	1			2		Initiatives sélectionnées pour financement	PROVED

NB :

- Les écoles transformées sont à la troisième année de la mise en œuvre de la transformation. Elles n'organisent que le cycle long. Par conséquent le Flux de fréquentation de formation pratique des élèves (f/h) des écoles Affiliés au CdA n'a pu être mesuré et le pourra l'année prochaine.
- La sélection des écoles affiliée va être faite à l'issue du processus qui a été lancé en décembre 2015. Par conséquent, la mesure du % des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses ne pourra se faire que sous l'année 2016.
- L'évolution de la cotation des participants aux formations ne pourra être obtenue qu'à l'issue des séances d'accompagnement. Pour l'instant, le PAC 1-2 (animation et tenue des réunions) a eu lieu et la cotation au pré et post formation a été obtenue. Toutefois, afin de mieux juger de l'évolution dans l'acquisition des compétences, la méthodologie approuvée par les services compétents a prévu de faire une triangulation de la cotation Pré-Post test et celle obtenue à l'issue de la phase accompagnement. De cette manière, le taux d'évolution dans l'acquisition des compétences sera finalisé sous Q1 2016.
- Le problème de documentation de la fréquentation des CdA par les élèves des écoles transformées s'est posé avec insistance. Pour mieux permettre de suivre le flux de fréquentation des écoles transformées dans les ateliers des CdA, il sera nécessaire de mettre en place un mécanisme permettant de mieux cibler l'appui qui a été apporté par le CdA aux autres écoles. Une registre avec indication sur les dates, le nombre des personnes, la filière concernée et les principales recommandations qui ressortent de cette séances en vue de mieux aider dans la formulation des leçons susceptibles d'aider à orienter sur les meilleures manières d'organiser ce réseautage.

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	A niveau de RR
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	10/2016 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	12/2016 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2015	Deux

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C3**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
A LES JEUNES APPRENANTS DES FILIÈRES			5.130.200,00				91.610,68	**304.427,40**	396.038,07	4.734.161,93	**8%**
01 établir le centre de ressources à			1.847.600,00				20.957,81	**217.144,84**	238.102,66	1.609.497,34	**13%**
01 développement statut juridque CdR		REGIE	10.000,00				13.503,63	**-10.367,80**	3.135,83	6.864,17	31%
02 analyse de l'implantation et des domaines		REGIE	64.000,00				2.990,04	**49.145,54**	52.135,58	11.864,42	81%
03 construction des deux centres de ressources		REGIE	582.000,00					**98.348,22**	98.348,22	483.651,78	17%
04 équiper les deux centres de ressources +		REGIE	770.000,00				1.311,81	**41.058,07**	42.369,88	727.630,12	6%
05 mise en place du personnel des deux centres		REGIE	289.600,00				3.152,34	**24.653,60**	27.805,94	261.794,06	10%
06 frais de fonctionnement des deux centres de		REGIE	132.000,00					**14.307,21**	14.307,21	117.692,79	11%
02 établir les espaces de ressource			1.595.300,00				46.304,49	**80.991,45**	127.295,94	1.468.004,06	**8%**
01 analyse de l'implantation des espaces		REGIE	5.000,00				883,51	**6.649,97**	7.533,48	-2.533,48	151%
02 rehabilitation des espaces de ressources		REGIE	910.000,00				34.466,75	**31.326,71**	65.793,46	844.206,54	7%
03 équiper les espaces de ressources + matériel		REGIE	405.000,00				5.162,65	**31.375,97**	36.538,62	368.461,38	9%
04 mise en place du personnel de l'espace de		REGIE	100.900,00				339,08	**6.049,16**	6.388,24	94.511,76	6%
05 frais de fonctionnement de l'espace de		REGIE	174.400,00				5.452,50	**5.589,64**	11.042,14	163.357,86	6%
03 développer une stratégie d'appui différeniée			12.500,00				14.289,79	**-16.606,22**	-2.316,43	14.816,43	**-19%**
01 élaboration d'un manuel d'opération d'appui		REGIE	12.500,00				14.289,79	**-16.606,22**	-2.316,43	14.816,43	-19%
04 mettre à disposition des utilisateurs du			428.800,00					**1.808,36**	1.808,36	426.991,64	**0%**
01 renforcer l'ETFP en matière d'entretien		REGIE	28.800,00					**1.365,06**	1.365,06	27.434,94	5%
02 équipement et outillage de base + matériel		REGIE	400.000,00					**443,30**	443,30	399.556,70	0%
05 Organiser la formation pratique des éleves /			455.000,00					**7.948,88**	7.948,88	447.051,12	**2%**
		REGIE COGEST	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%
		TOTAL	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911 Printed on dinsdag 26 januari 2016 page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C3**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 coûts de formation du centre de ressources		REGIE	315.000,00					**2.054,09**	2.054,09	312.945,91	1%
02 coûts des formations espaces ressources		REGIE	140.000,00					**5.894,79**	5.894,79	134.105,21	4%
06 organiser la formation technique des			125.000,00					**3.780,07**	3.780,07	121.219,93	3%
01 formation des formateurs		REGIE	125.000,00					**3.780,07**	3.780,07	121.219,93	3%
07 réhabiliter les infrastructures des centres			606.000,00				236,59	**2.475,89**	2.712,48	603.287,52	0%
01 réhabiliter les infrastructures des centres		REGIE	606.000,00				236,59	**2.475,89**	2.712,48	603.287,52	0%
08 PROMOUVOIR l'ETFP			60.000,00				9.821,98	**6.884,13**	16.706,11	43.293,89	28%
01 sensibilisation (filles et garçons)		REGIE	60.000,00				9.821,98	**6.884,13**	16.706,11	43.293,89	28%
B LE PILOTAGE ET LA GESTION AU NIVEAU			1.048.800,00				15.250,11	**117.669,88**	132.919,99	915.880,01	13%
01 Appuyer la coordination et la concertation			133.000,00				1.470,59	**6.305,21**	7.775,80	125.224,20	6%
01 appuyer la concertation et la coordination au		REGIE	67.000,00				1.470,59	**5.259,22**	6.729,81	60.270,19	10%
02 appuyer la concertation et la coordination au		REGIE	56.000,00					**1.045,99**	1.045,99	54.954,01	2%
03 alimenter les stratégies et plans nationaux		REGIE	10.000,00					**0,00**	0,00	10.000,00	0%
02 Appuyer la mise en place d'une stratégie			45.000,00				733,15	**14.411,15**	15.144,30	29.855,70	34%
01 étude des besoins en renforcement des		REGIE	25.000,00					**14.411,15**	14.411,15	10.588,85	58%
02 Appui à la formulation Du plan ETFP,		REGIE	20.000,00				733,15	**0,00**	733,15	19.266,85	4%
03 Appuyer l'articulation de l'offre avec la			180.000,00				5.478,25	**1.401,06**	6.879,31	173.120,69	4%
01 appuyer les entreprises et les représentants		REGIE	148.000,00					**1.365,06**	1.365,06	146.634,94	1%
02 appuyer les entreprises et les représentants		REGIE	32.000,00				5.478,25	**36,00**	5.514,25	26.485,75	17%
04 Appuyer la bonne gestion des CdR-EdR et			326.300,00				7.568,12	**35.200,25**	42.768,37	283.531,63	13%
		REGIE COGEST	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%
		TOTAL	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911 Printed on dinsdag 26 januari 2016 page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C3**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 etude de besoins		REGIE	12.500,00					**226,13**	226,13	12.273,87	2%
02 renforcer les compétences des acteurs		REGIE	268.600,00				7.568,12	**17.883,92**	25.452,04	243.147,96	9%
03 renforcer les capacités entrepreneuriales des		REGIE	45.200,00					**17.090,20**	17.090,20	28.109,80	38%
05 Appuyer la mise en place d'un programme			364.500,00					**60.352,21**	60.352,21	304.147,79	**17%**
01 baseline (étude des besoins en renforcement		REGIE	20.000,00					**5.886,38**	5.886,38	14.113,62	29%
02 renforcer les compétences des services		REGIE	94.500,00					**36.732,84**	36.732,84	57.767,16	39%
03 renforcer les compétences des acteurs		REGIE	250.000,00					**17.732,99**	17.732,99	232.267,01	7%
C LES JEUNES APPRENANTS ET SORTANTS DES			1.067.000,00				8.233,97	**51.082,11**	59.316,08	1.007.683,92	**6%**
01 accompagner les établissements affiliés			294.000,00					**12.116,03**	12.116,03	281.883,97	**4%**
01 étude exploratoire sur les besoins du marché		REGIE	40.000,00					**1.145,09**	1.145,09	38.854,91	3%
02 appuyer les programmes de stages /		REGIE	59.000,00					**10.370,14**	10.370,14	48.629,86	18%
03 appuyer les programmes de création des		REGIE	110.000,00					**0,00**	0,00	110.000,00	0%
04 renforcement des capacités des encadrants		REGIE	85.000,00					**600,80**	600,80	84.399,20	1%
02 accompagnement à la recherche d'emploi			446.000,00				8.233,97	**34.415,63**	42.649,60	403.350,40	**10%**
01 mise en place des unités formation emploi		REGIE	384.000,00					**17.301,12**	17.301,12	366.698,88	5%
02 accompagnement et suivi des sortants		REGIE	62.000,00				8.233,97	**17.114,51**	25.348,48	36.651,52	41%
03 organisation de formations pointues (courte			82.000,00					**3.803,32**	3.803,32	78.196,68	**5%**
01 Identification, définition et réalisation des		REGIE	60.000,00					**271,13**	271,13	59.728,87	0%
02 Certification des modules de formation		REGIE	22.000,00					**3.532,19**	3.532,19	18.467,81	16%
04 développer un programme d'appui local aux			245.000,00					**747,13**	747,13	244.252,87	**0%**
		REGIE	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%
		COGEST									
		TOTAL	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C3**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 développer un programme d'appui local aux		REGIE	145.000,00					**747,13**	747,13	144.252,87	1%
02 développer un programme d'appui local aux		REGIE	100.000,00					**0,00**	0,00	100.000,00	0%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL			414.500,00					**0,00**	0,00	414.500,00	**0%**
01 Réserve budgétaire			414.500,00					**0,00**	0,00	414.500,00	**0%**
01 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	414.500,00					**0,00**	0,00	414.500,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			2.339.500,00		-7,59	112.681,50	547.368,32	**643.656,57**	1.303.699,05	1.035.800,95	**56%**
01 Frais de personnel			1.579.500,00			16.519,67	406.199,32	**509.626,32**	932.345,31	647.154,69	**59%**
01 Assistant technique		REGIE	1.170.000,00			15.567,63	321.803,03	**341.427,81**	678.798,47	491.201,53	58%
02 Staff national		REGIE	409.500,00			952,04	84.396,29	**168.198,51**	253.546,84	155.953,16	62%
02 Investissements			201.000,00			94.989,20	44.806,91	**37.312,15**	177.108,26	23.891,74	**88%**
01 Véhicules		REGIE	103.000,00			72.169,09	26.651,99	**0,00**	98.821,08	4.178,92	96%
02 Fournitures et équipement bureau		REGIE	79.000,00			5.530,88	11.736,77	**36.643,88**	53.911,53	25.088,47	68%
03 Equipement IT		REGIE	19.000,00			17.289,23	6.418,15	**668,27**	24.375,65	-5.375,65	128%
03 Frais de fonctionnement			321.000,00		-7,59	1.172,63	70.978,97	**78.676,08**	150.820,08	170.179,92	**47%**
01 frais de bureau (réhabilitation/loyer/...)		REGIE	129.000,00				9.878,95	**29.458,71**	39.337,66	89.662,34	30%
02 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	54.000,00			1.087,28	13.834,86	**13.270,22**	28.192,36	25.807,64	52%
03 Communications		REGIE	81.000,00				14.574,18	**22.496,93**	37.071,11	43.928,89	46%
04 Fournitures de bureau		REGIE	27.000,00			36,30	9.727,30	**7.118,12**	16.881,72	10.118,28	63%
05 Autres frais de fonctionnement		REGIE	30.000,00		-7,59	49,05	22.963,67	**6.332,10**	29.337,23	662,77	98%
04 Audit et Suivi et Evaluation			238.000,00				25.383,13	**18.011,16**	43.394,28	194.605,72	**18%**
		REGIE COGEST	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%
		TOTAL	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C3**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 Evaluation		REGIE	80.000,00				10.381,33	**8.447,38**	18.828,71	61.171,29	24%
02 Suivi et backstopping		REGIE	128.000,00				15.001,79	**9.395,74**	24.397,53	103.602,47	19%
03 Audit		REGIE	30.000,00					**168,04**	168,04	29.831,96	1%
99 Conversion rate adjustment			0,00					**30,86**	31,12	-31,12	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00					**30,86**	31,12	-31,12	?%
		REGIE	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%
		COGEST									
		TOTAL	?		-7,59	112.681,50	662.463,07	**1.116.835,96**	1.891.973,19	8.108.026,81	19%

4.6 Ressources en termes de communication

Pour communiquer autour du projet, les services techniques jouent un rôle moteur.
Ils permettent ainsi de circuler toute information à qui en a besoin, autant, ils facilitent le partage avec divers acteurs autour de la question de la réforme ETFP.
A travers les 4 sites d'intervention (Lubumbashi-Likasi-Kolwezi et Kasenga), toute action relative au projet est relayée par les services techniques qui, dans leurs charges, veillent à plus de promotion afin d'informer tout acteur intéressé sur les pistes parcourues et les véritables opportunités qu'offre ce processus.
De manière spécifique, le projet a eu à prendre part à l'organisation du Katanga Business Meeting au mois de mars 2015.
A l'occasion, le ministère provincial en charge de l'éducation et énergie a eu à présenter, à l'intention des acteurs socio-économiques en province, l'opportunité d'une mise en œuvre de la réforme ETFP en vue de mieux répondre aux préoccupations des entreprises et promouvoir l'emploi.
Il en a profité pour présenter les véritables contraintes liées à la fourniture en énergie dans un contexte d'une forte demande par rapport aux capacités productrices. D'où, la nécessité de mieux allier recherche de sources complémentaires et la gestion plus responsable de la production actuelle.

Une projection d'une vidéo ETFP a aussi été faite afin de mieux mobiliser les acteurs socio-économiques, concernés par la réforme ETFP et leur démontrer les pistes nécessaires à parcourir afin d'assurer une réussite pleine de la formation professionnelle et l'employabilité des lauréats.